

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Novembre-Décembre 2007

Investissement

FONDS MONÉTAIRE

Dominique Strauss et
l'Afrique

DIPLOMATIE

L'Allemagne regarde vers la
Chine

NATIONS-UNIES

Le Canada est un partenaire fiable

INTERVIEW

Ministre des Finances et de
l'Informatique du Tchad

DOSSIER

Tchad

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestment.com

DESSAU

Fondée en 1957, Dessau est une des plus importantes sociétés canadiennes d'ingénierie-construction. Elle offre une large gamme de services dans des domaines d'expertise qui reflètent l'excellence et la notoriété du Canada, à savoir : transports, énergie, télécommunications, environnement et développement durable, géotechnique, matériaux et qualité, bâtiments, développement urbain, urbanisme et architecture de paysage, gestion et construction. La firme compte plus de 1600 employés et atteint un chiffre d'affaires dépassant les 150 M\$ CA.

Un guichet unique de services

Au fil des ans, déterminée à offrir un guichet unique de services professionnels à ses clients, Dessau a développé une expertise de pointe dans de nombreux domaines d'activité liés à l'ingénierie et à la construction. Son savoir-faire sans pareil lui permet de planifier, concevoir, construire et gérer l'ensemble des infrastructures de ses clients privés et publics. Afin de répondre aux nouvelles réalités économiques et aux be-

adaptées à des conditions souvent extrêmes. La société participe à des projets réalisés dans le respect de l'environnement, qui visent le désenclavement de régions éloignées, l'approvisionnement en eau et en électricité et la création de conditions favorables au développement économique. Elle contribue ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des populations concernées. L'expérience de Dessau dans des domaines clés du développement en fait un partenaire de premier plan pour la réalisation de mandats internationaux exigeant génie,



Surveillance de la construction d'une autoroute au Maroc



Jean-Pierre Sauriol, Président

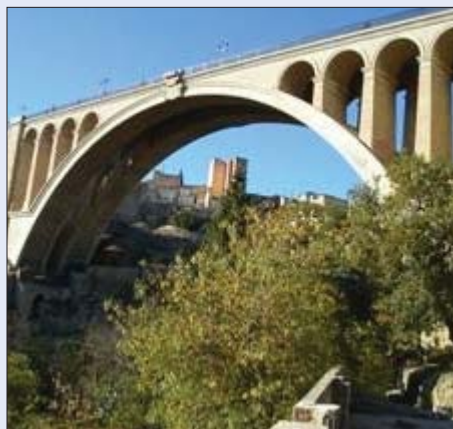
nal (ACDI), Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque Inter-Américaine de développement, etc. Dessau possède des bureaux internationaux en Algérie, au Chili, en Chine, au Pérou, en République dominicaine ainsi qu'au Venezuela. Présence marquée en Afrique francophone. L'expérience variée de Dessau

LE SAVOIR-FAIRE DE L'INGÉNIERIE CANADIENNE

soins spécifiques de ses clients, Dessau a ajouté la réalisation de projets de construction de type clés en main à l'ingénierie traditionnelle. À l'ère du développement durable, elle mise sur l'expertise de ses professionnels pour réaliser des projets toujours plus complexes, toujours plus innovateurs.

Une présence internationale marquée

Originaire d'un pays aux vastes espaces, où le climat est aussi rigoureux qu'imprévisible, Dessau a développé des solutions



Programme d'inspection de ponts en Algérie

souplesse et imagination. En effet, active sur la scène internationale depuis le début des années 1970, la société a oeuvré dans plus de 30 pays, un peu partout sur le globe. Offrant une expertise nord-américaine en français, anglais, espagnol et même en chinois, Dessau est fière de ses multiples réalisations. Elle a d'ailleurs reçu plusieurs prix d'excellence pour le professionnalisme de ses interventions et la qualité de ses relations avec ses clients et partenaires. L'expérience de ses professionnels sur le terrain fait de Dessau une entreprise d'experts-conseils reconnue pour son savoir-faire technique, mais aussi pour la qualité des relations humaines tissées au fil du temps et à travers les continents. Proposant des solutions viables et durables, Dessau prend en considération les préoccupations des populations concernées par les projets. Non seulement la firme capitalise sur leur dynamisme pour les impliquer le plus possible, mais elle vise aussi à stimuler le secteur privé local. Soulignons de plus que Dessau est depuis longtemps un partenaire de choix des principales agences et banques de développement international: Agence canadienne de développement internatio-

et sa bonne connaissance de l'Afrique francophone sont garantes de sa capacité à adapter et appliquer des technologies de pointe dans un contexte socio-économique et culturel propre à chacun des pays. C'est d'ailleurs dans cette région que Dessau a fait ses premières percées sur la scène internationale dans les années 70 : route nationale en République démocratique du Congo (ex Zaïre), extension du port de Douala et construction de ponts ferroviaires au Cameroun, programme d'électrification rurale en Côte-d'Ivoire, réhabilitation d'une centrale hydroélectrique en Égypte, pour ne nommer que celles-ci. Plus récemment, Dessau a participé à la réhabilitation de routes au Burkina Faso, a développé un programme de gestion des déchets au Bénin et un autre concernant la gestion de l'eau potable dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Dessau amorce un projet autoroutier important à Alger ainsi que le prolongement d'un lien ferroviaire. Dessau est fière de se compter parmi les importants bâtisseurs canadiens et de contribuer au développement de nombreux pays sur presque tous les continents. ■

EN BREF

Saviez-vous que... 2

ÉDITORIAL

L'ONU et les questions de l'heure 3

POLITIQUE

Le Canada est un partenaire fiable pour l'ONU 4

Japon : Yasua Fukuda nouveau premier ministre 6

Turquie : Abdullah Gül, nouveau président turc 7

Les deux Corées signent un pacte de réconciliation 8

Le Président Dos Santos salue la contribution cubaine 8

POLITIQUE 4

Le Canada est un partenaire fiable pour l'ONU

**RELATIONS INTERNATIONALES**

Iran: la France et les États-Unis sur la même longueur d'onde 9

Nobel de la paix : Hommages quasi-unanimes dans le monde pour Al Gore et GIEC 10

10 AL GORE

Nobel de la paix

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

Vietnam: la diplomatie au service du développement économique 11

Allemagne : la diplomatie regarde vers l'Asie... 12

INVESTISSEMENT

CHINE-RDC : prêt de 8.5 milliards US de la Chine à la RDC pour les infrastructures et les mines 13

COUVERTURE 14
Fonds Monétaire international**FINANCES**

Dominique Strauss et l'Afrique 14

COMMERCE ET ÉCONOMIE

CANADA : la force de l'économie canadienne calme les marchés mondiaux, dit Flaherty 15

REPORTAGE

Assemblée générale de l'ONU : fin du débat annuel de haut niveau 16

DOSSIER

Le Tchad

**INTERVIEW 18**

Ministre des Finances et de l'Informatique du Tchad

DÉVELOPPEMENT

Cégep de Trois-Rivières : Au cœur de la réforme de l'enseignement technique et professionnel africain 26

RÉFLEXION

« Une ONU plus forte pour un monde meilleur ». 28

www.diplomatinvestissement.comE-mail: contact@diplomatinvestissement.com

Saviez-vous que...

- L'investissement est au plus bas en France, les entreprises françaises ont investi, en 2006, la somme de 123 milliards d'euros à l'étranger, essentiellement aux États-Unis, en Europe et un peu en Afrique du Nord et faiblement en Asie. Un euro fort, permet de racheter plus facilement des actifs étrangers. Aucune réaction de l'opposition. Cela signifie que la destruction du tissu économique national est parallèle à une intégration de plus en plus poussée dans un ensemble euro-atlantique, dimension militaire incluse.

- Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé avoir investi un montant record de 5,8 milliards de dollars dans les ressources de l'Association internationale pour le Développement (IDA) destinées à l'Afrique subsaharienne au cours du dernier exercice fiscal, soit 1 milliard de dollars de plus que l'année précédente. En outre, la Société financière internationale (SFI), la branche de financement du secteur privé du groupe, a fourni 1,38 milliard de dollars de financements et mobilisé 261 millions de dollars supplémentaires par le biais d'une syndication.

- Le taux annuel de l'Afrique devrait continuer de croître de 6 % en 2007 mais la croissance devrait ralentir légèrement en Amérique latine et en Asie occidentale, pour se rapprocher du taux de 5 %.

- Le résultat enregistré ces cinq dernières années dans toutes ces régions fait espérer que l'on avancera sensiblement sur la voie des objectifs du Millénaire pour le Développement. Par contre, dans certains pays, notamment en Afrique subsaharienne, la croissance du revenu par habitant reste encore inférieure au seuil qui permettrait de réduire la pauvreté. En effet, un des objectifs du Millénaire est de réduire de moitié avant 2015 le nombre de personnes vivant dans l'indigence, c'est-à-dire avec moins de 1 dollar par jour.

- Le Nigeria, avec 120 millions d'habitants, est le sixième exportateur de

pétrole au monde, mais demeure un des pays les plus pauvres de la planète Terre.

- Le Japon, ce petit archipel sans matières premières, est devenu la deuxième économie du monde après les États-Unis et la première puissance financière de la planète (...) Le développement du Japon comme celui de toute l'Asie orientale est fondée sur ses ressources humaines, sur un investissement dans le capital humain.

- La Chine aurait besoin de 3 400 nouveaux avions - soit un investissement d'environ 340 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années, a annoncé le géant de l'industrie aéronautique Boeing. En raison de la croissance soutenue du transport de passagers et de fret, la Chine multipliera par quatre ses avions pour atteindre 4 460 d'ici fin 2026, et deviendra le plus grand marché en dehors des États-Unis pour les nouveaux avions commerciaux.

- L'Allemagne est le plus grand partenaire commercial de l'Inde en Europe et l'Inde est un pays qui se développe rapidement.

- La RDC recèle d'immenses ressources naturelles, dont 34% des réserves mondiales connues de cobalt et 10% des réserves de cuivre.

- L'Irlande, qui à la fin des années 1980 était le plus pauvre pays d'Europe, est devenu aujourd'hui, en un temps record, le plus riche de l'Union Européenne en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant derrière le Luxembourg, loin devant la France (11e). Sa croissance est plus de deux fois supérieure à celle de l'Hexagone (autour de 5 %), son taux de chômage est le plus bas de l'Europe (4,2 %), son budget est à l'équilibre. Quant à sa dette, elle est quasi nulle.

- Le 11 décembre 1931, le parlement de Londres vote le Statut de Westminster qui crée le "British Commonwealth of Nations" Cette communauté confère aux colonies britanniques leur indépendance. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Telé Udimba**
Directeur général: **Dr Hilaire Woma**
Directeur général adjoint: **Gilles Carol**
Directeur de publication: **Patrick M'Bassengué**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Catherine Bosso
Aïsha Barry
Coordonnatrice générale: **Anta Sakho**

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Telé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Antoine Lukaso**
Relations avec les institutions: **Barry Karamoko**
Chargé de mission: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Pier Blais**
Directrice des communications: **Bérénice Kossowski**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Béate Nkunda**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Leyla Lardja**
Abonnement et vente: **Casimir Kourouma**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dr Woma Kasongo**
Journalistes: **Ousmane Sow, Béate Nkunda, Nathalie Aubut**
Reportage: **André Lachance**

PRODUCTION

Directeur de production: **Salah Amrane**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **Des livres et des copies inc.**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Global international
Info plus international
Promo Invest International

DISTRIBUTION

CIDEC
Distribution ciblée: **WABC**

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro:
Mme Élodie Rukiza
Moïse Mougnan
Pascal Lemba

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration.

Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine **Diplomat Investissement**
6830, av. du Parc, suite 565 Montréal, Québec H3N1W7 Canada
Téléphone: (514) 271-0071 - Télécopieur: (514) 273-0120
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

L'ONU et les questions de l'heure

Jean Telé Udimba

Le débat général de l'Assemblée générale s'est terminé au siège des Nations unies. C'est une période particulièrement active et intense de trois semaines, qui a débuté par une série de réunions de haut niveau, convoquées par le Secrétaire général sur le Darfour, l'Iraq et l'Afghanistan, qui vient de s'achever. Une conférence sur les changements climatiques, couronnée de succès, s'est également tenue au cours de cette période.

Son objectif était de rallier les efforts de la communauté internationale et d'en coordonner les actions sous une seule ombrelle, celle des Nations unies, pour que l'humanité et les États membres combattent ensemble le problème du réchauffement climatique. La tenue de cette réunion de haut niveau représente en elle-même un accomplissement éclatant. Elle illustre de plus comment le Secrétaire général espère continuer à travailler étroitement avec les États membres et l'Assemblée générale.

Nous avons constaté également au cours de ce débat général des progrès considérables et une concordance quasi unanime sur la plupart de ces questions. Le Secrétaire général a poursuivi ces conversations en s'entretenant en tête-à-tête avec plus de 130 chefs d'État et de gouvernement, de ministres des Affaires étrangères et de représentants permanents. M. Ban Ki-moon est convaincu que les Nations unies a établi le fondement pour le travail de l'année à venir.

Les priorités établies sont claires : il s'agit de la paix au Darfour, en mettant l'accent sur le déploiement de soldats de maintien de la paix dans la région ; de la tenue des négociations qui doivent démarrer à Tripoli, en Lybie ; ainsi que la lutte contre les changements climatiques. Sur ce dernier point, les Nations unies attendent avec impatience la tenue en décembre du Sommet de Bali et la recherche d'un accord sur le réchauffement climatique que tous les pays pourront adopter. Les Nations unies veulent d'autre part raviver les efforts de la communauté internationale en matière de développement, notamment en Afrique, où il faut trouver de nouvelles solutions pour aider le milliard de personnes qui se trouvent au plus bas de l'échelle et qui représente les plus pauvres parmi les pauvres que compte la planète.

Au sein du Secrétariat, la réforme de l'ONU sera poursuivie, afin de rendre l'Organisation beaucoup plus efficace dans tous les domaines, à une époque caractérisée par une diminution des ressources. Les chefs d'État et de gouvernement qui ont pris la parole ont soumis un vaste éventail de propositions allant du réchauffement climatique, à la réforme des Nations unies, au renforcement des institutions de l'ONU en matière d'environnement et à une véritable libéralisation équitable des échanges commerciaux.

Au débat général de l'Assemblée, le financement du développement et la lutte contre les changements climatiques sont restés associés, alors qu'il a été rappelé qu'en 2006, les Objectifs du Millénaire auraient été atteints si on y avait consacré un dixième des 1 200 milliards de dollars affectés aux dépenses militaires. L'importance de la problématique des changements climatiques et à voulu que tout soit mis en œuvre pour que la rencontre de Bali soit l'occasion de s'accorder sur une stratégie commune et globale.

L'Afrique, qui contribue le moins à l'accentuation de ce phénomène, en subit injustement les graves conséquences. Il importe que le principe de responsabilité commune mais différenciée soit appliqué. L'Afrique centrale détient le deuxième poumon écologique de la planète après l'Amazonie et la communauté internationale doit en tenir compte dans son plan de lutte contre les changements climatiques. ■

LE CANADA - UN PARTENAIRE

M. Maxime Bernier, ministre des Affaires étrangères du Canada, a rappelé que l'engagement de son pays sur la scène internationale était guidé par les valeurs de liberté, de respect des droits de la personne, de la démocratie et de l'État de droit et que ces valeurs sous-tendaient la présence du Canada en Afghanistan, en Haïti, au Soudan et ailleurs dans le monde.

Il a toutefois jugé que la promotion de ces valeurs ne suffisait pas mais qu'il fallait les protéger, les défendre, particulièrement lorsqu'elles sont en danger comme en Afghanistan, en Birmanie, au Soudan et ailleurs.

Le ministre a souligné le ferme engagement de son pays en Afghanistan, qui s'est traduit notamment au cours de l'année dernière par une augmentation de son aide au développement, sa présence diplomatique et sa contribution militaire. Il a insisté sur le caractère collectif de l'effort de la communauté internationale dans ce pays, en partenariat étroit avec le Gouvernement afghan. De l'avis de M. Bernier, les efforts déployés en Afghanistan témoignent des principes fondamentaux défendus par les Nations unies. Il a toutefois jugé que le défi était grand et qu'il n'y aurait pas de reconstruction sans sécurité.

« La démocratie et la stabilité politique ne peuvent s'épanouir dans un climat de terreur », a-t-il dit. La santé et l'éducation ne peuvent pas être fournies si l'anarchie règne, a-t-il ajouté. M. Bernier a estimé que l'Afghanistan avait fait des progrès, en citant les exemples de la formation de policiers et de l'éducation des enfants. La situation des Afghans progresse, a-t-il insisté. C'est pourquoi, le Canada appuie l'envoi d'un nouvel envoyé spécial de l'ONU en Afghanistan. Le ministre a estimé que d'autres défis étaient à relever

par les Nations unies, en particulier en Haïti. Il a demandé la prorogation du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation dans ce pays. Il a également estimé qu'il était impératif de rétablir la démocratie et les droits de la personne en Birmanie.

Concernant le Soudan, le ministre a jugé que des missions novatrices pourraient permettre de bâtir une paix durable. Il a condamné l'attaque « intolérable » récemment contre des soldats de la force de l'Union africaine dans ce pays. M. Bernier a assuré que le Canada resterait un partenaire fiable pour tous ceux qui souhaitent promouvoir la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'Homme et l'État de Droit.

M Bernier défend la présence canadienne en Afghanistan mais demande de l'aide

S'adressant à l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères a défendu l'effort canadien en Afghanistan, tout en demandant l'aide de la communauté internationale et l'envoi d'un émissaire spécial de l'ONU dans ce pays.

M. Bernier a fait valoir que la démocratie, la stabilité politique, la dispensation de services de santé et d'éducation et l'activité économique étaient impossibles dans un

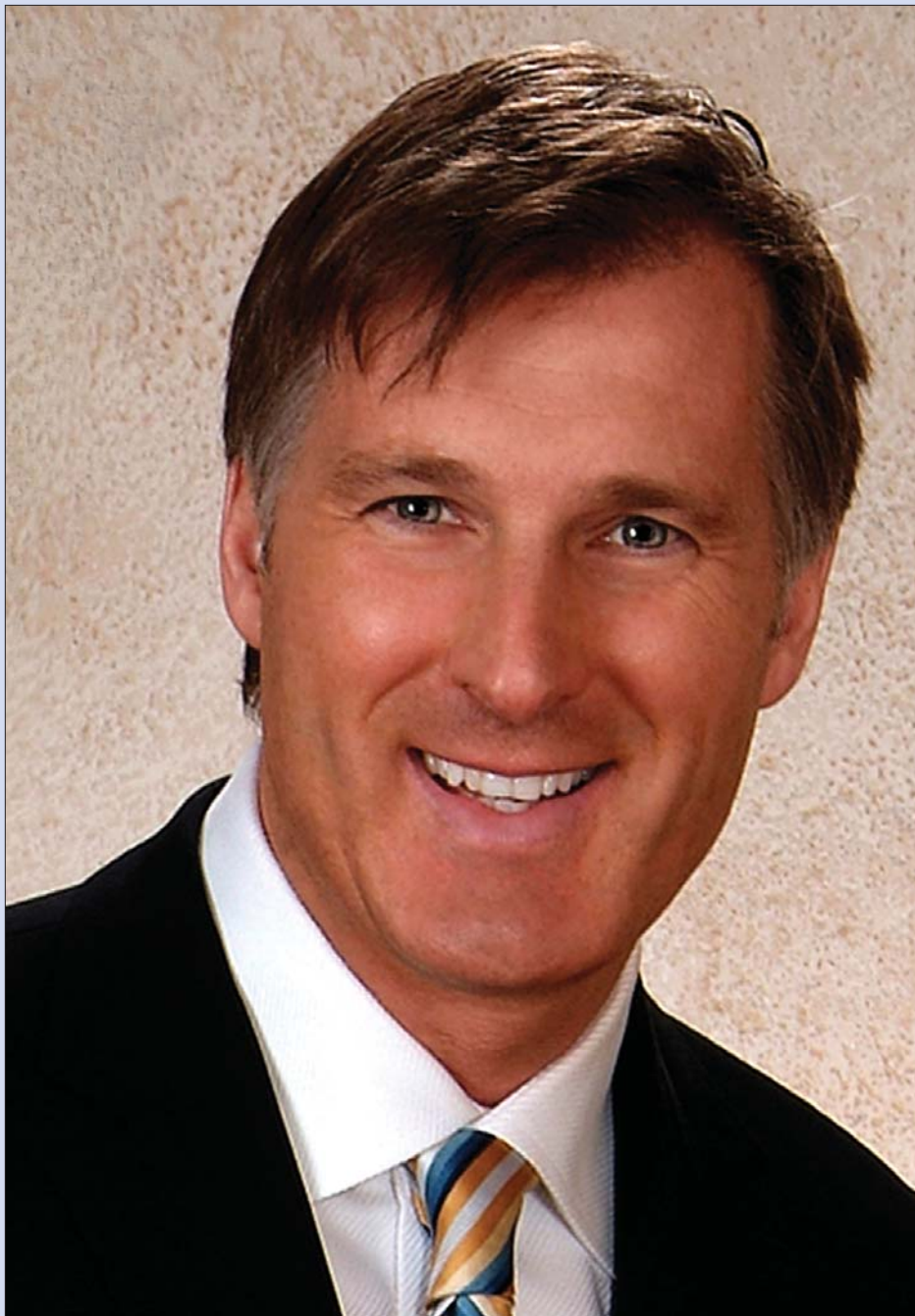
climat de terreur, de chaos et d'anarchie. Le ministre a cependant ajouté qu'aucun pays ne pouvait accomplir la tâche à lui seul, indiquant que les organisations internationales, incluant l'ONU, l'OTAN et la Banque mondiale devaient soutenir l'effort. Maxime Bernier a fait valoir que le Canada avait accru ses efforts militaires, humanitaires et diplomatiques en Afghanistan et avait appuyé la résolution 1776, qui prolonge la durée de la présence de la force internationale dans ce pays. Il a cependant noté que cette résolution appelle les pays membres de l'ONU à fournir du personnel, de l'équipement et des fonds à la mission. Il a invité ceux-ci à manifester concrètement leur appui.

Par ailleurs, Maxime Bernier a demandé aux Nations unies de prolonger la mission de stabilisation en Haïti, mentionnant qu'il s'agit de la plus importante mission du Canada dans les Amériques.

Il a aussi demandé à l'organisme international de se montrer à l'avant-garde des efforts en vue de rétablir la démocratie et les droits de la personne en Birmanie.

Le ministre Bernier a également invité la communauté internationale à démontrer un volonté politique pour trouver de nouvelles solutions afin que cessent les violations inacceptables des droits humains au Darfour et que des conditions soient mises en place pour l'établissement de la paix et de la démocratie au Soudan. ■

FIABLE POUR L'ONU



M. Maxime Bernier, ministre des Affaires étrangères du Canada

Maxime Bernier est né le 18 janvier 1963 à St-Georges de Beauce. Il est le fils de Doris et Gilles Bernier. Il a deux sœurs, Brigitte et Caroline et un frère, Gilles jr.

Maxime Bernier est un sportif. Adolescent, il pratique le football et est membre des Condors du Séminaire de St-Georges qui remportent le Bol d'Or au Stade Olympique en 1980. Il participe ensuite à plusieurs marathons et court quotidiennement pour se garder en forme.

En 1985, il obtient un baccalauréat en commerce de l'Université du Québec à Montréal et entreprend des études de Droit à l'Université d'Ottawa. Il est admis au Barreau du Québec en 1990.

Maxime Bernier a toujours été intéressé par le milieu des affaires. Au cours de sa carrière professionnelle, il travaille au sein de plusieurs institutions financières et bancaires (Banque nationale, Commission des Valeurs mobilières du Québec et Standard Life du Canada) avant de devenir vice-président exécutif de l'Institut économique de Montréal en 2005.

De nombreux Beaucerons l'incitent ensuite à faire le saut en politique active. Après une rencontre avec Stephen Harper, au cours de l'été 2005, il accepte de relever ce nouveau défi et est élu député de Beauce le 23 janvier 2006 avec la plus grande majorité à l'extérieur de l'Alberta. Il accède au Conseil des ministres le 6 février 2006 en tant que ministre de l'Industrie. Maxime Bernier est père de deux jeunes filles, Charlotte et Megan.

JAPON

Yasua Fukuda nouveau premier ministre

Le nouveau premier ministre japonais Yasuo Fukuda, qui a prêté serment devant l'Empereur Akihito, a commencé son mandat avec une forte cote de popularité, de près de 60 %, selon le premier sondage réalisé depuis son investiture.

Quelque 58 % des Japonais approuvent le gouvernement mis en place par M. Fukuda, indique une enquête de l'agence de presse Kyodo. M. Fukuda, un vétéran modéré de 71 ans, a remplacé le nationaliste Shinzo Abe, affaibli par des scandales et des ennuis de santé, dont la popularité était tombée à moins de 30 % à la veille de sa démission le 12 septembre. Homme du sérail, discret et consensuel, il a rapidement annoncé la composition de son gouvernement, formé de ministres expérimentés.

"Je me sens bien. J'ai passé une bonne nuit", a lancé M. Fukuda aux journalistes en quittant son domicile, en queue-de-pie, pour se rendre à la cérémonie au Palais impérial.

Le nouveau premier ministre souhaite rompre avec l'héritage idéologique de ses prédécesseurs Shinzo Abe et Junichiro Koizumi, en optant pour un recentrage des priorités politiques. Mais sa tâche s'annonce très difficile: majoritaire au Sénat, l'opposition de centre-gauche a l'intention d'utiliser sa capacité de blocage pour obtenir une dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées. "Je dirais que c'est un gouvernement qui a le dos au mur. Si nous faisons un seul faux pas, nous pourrions bien perdre le pouvoir", avait reconnu candidement M. Fukuda pendant sa première conférence de presse.

Lors de son premier conseil des ministres, il a de nouveau promis d'améliorer les relations entre le Japon et ses voisins asiatiques. "Je prônerai une diplomatie asiatique active pour obtenir de grandes avancées. Une alliance Japon-États-Unis plus forte et les progrès dans les relations avec l'Asie iront de pair", a-t-il promis dans une déclaration.

"Je veux que le Japon soit un pays qui inspire confiance à la communauté internationale, ayant conscience des responsabilités qui découlent de sa puissance", a-t-il ajouté. Les relations entre le Japon et



Yasuo Fukuda, premier ministre du Japon

ses voisins chinois et coréens s'étaient gravement détériorées sous le premier ministre Junichiro Koizumi, bête noire de Pékin et de Séoul en raison de ses visites au sanctuaire patriotique du Yasukuni, où sont honorés notamment des criminels de guerre nippons.

Yasuo Fukuda, fils de l'ancien premier ministre Takeo Fukuda qui avait signé un traité de paix historique avec Pékin, est considéré comme un sinophile qui dispose d'un vaste réseau de contacts en Chine. Il a notamment promis de ne jamais se rendre au sanctuaire du Yasukuni. Son arrivée au pouvoir a été saluée à la fois par Pékin et par Séoul.

M. Fukuda a également laissé entendre qu'il adopterait une attitude plus conciliante à l'égard de la Corée du Nord. Anticommuniste convaincu, M. Abe avait, lui, bâti sa carrière politique sur une ligne politique intransigeante contre Pyongyang. "Je renforcerai la coopération avec la communauté internationale en œuvrant à la dénucléarisation de la Corée du Nord, tout en faisant tout mon possible pour résoudre rapidement la question des enlèvements", a affirmé le premier ministre. La Corée du Nord a reconnu avoir enlevé des ressortissants japonais dans les années 1970 et 1980.

Yasuo Fukuda, se rendra prochainement en Chine, a annoncé le gouvernement. Il veut poursuivre le réchauffement des re-

lations longtemps tendues entre les deux pays. Lors d'une conversation téléphonique avec son homologue chinois Wen Jiabao, M. Fukuda a déclaré "qu'il aimerait se rendre en Chine le plus tôt possible car il est important de renforcer la confiance entre dirigeants", a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Nobutaka Machimura.

M. Wen a répondu qu'il organiserait cette visite "à la date la plus proche possible", a ajouté M. Machimura. Les relations sino-japonaises avaient traversé une grave crise sous le premier ministre japonais Junichiro Koizumi (2001-2006), bête noire de Pékin à cause de ses pèlerinages à répétition au sanctuaire patriotique du Yasukuni, où sont honorés des criminels de guerre.

Les deux grandes puissances d'Extrême-Orient ont toutefois apaisé leurs querelles depuis l'arrivée au pouvoir en septembre 2006 du premier ministre Shinzo Abe, qui s'est rendu à Pékin aussitôt après sa prise de fonctions. M. Wen s'est rendu à son tour à Tokyo en avril pour poursuivre le réchauffement. ■

Viktor Zoubkov, le nouveau premier ministre fait de l'industrie militaire russe sa priorité

Zoubkov a notamment annoncé que l'industrie militaire continuerait à être un secteur stratégique. Son budget est déjà en constante augmentation depuis le début de la présidence de Poutine. Zoubkov a également déclaré qu'il allait lutter contre l'inflation en réduisant les fluctuations du rouble. Il souhaite aussi baisser les impôts et augmenter les exportations des ressources naturelles comme le pétrole et le gaz.

Autre annonce, la création d'une force spéciale chargée de la lutte contre la corruption. Avant d'accéder au poste de chef de gouvernement, Viktor Zoubkov s'est forgé une réputation d'efficacité à la tête du service fédéral chargé justement de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Un programme de gouvernement sur fond d'élections législatives en décembre et surtout de présidentielle en mars 2008. Un scrutin où il n'exclut pas de briguer la présidence pour succéder à Vladimir Poutine. ■

TURQUIE

Abdullah Gül, nouveau président turc



Abdullah Gül, Président turc

Premier chef d'État turc à être issu de la mouvance islamiste, il promet de défendre la laïcité et la démocratie. «La République turque est un État démocratique, laïc et social basé sur l'État de droit, je travaillerai avec détermination pour protéger et renforcer tous ces principes», a promis Abdullah Gül. Son premier geste de président juste après avoir prêté serment.

Dans son discours, Abdullah Gül est également revenu sur les négociations d'adhésion à l'Europe. « Nous devons mener ces réformes [exigées par l'UE] non pas parce que d'autres le demandent, mais parce que notre peuple en a besoin » a-t-il affirmé. Pour Gül, cette deuxième

tentative de conquête du pouvoir a été couronnée de succès, avec 339 voix sur 550 que compte le parlement. Un scrutin que l'ancien ministre des Affaires Étrangères du Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste). L'AKP détient en effet une large majorité des sièges au Parlement, alors que seule une majorité absolue de 276 voix était suffisante au 3^e tour.

Ses rivaux, Sabahattin Cakmakoglu du Parti de l'action nationaliste (MHP, nationaliste) et Hüseyin Tayfun Içli du Parti de la gauche démocratique (DSP, centre-gauche), ont obtenu respectivement 70 et 13 voix. Une victoire contre laquelle les défenseurs les plus intransigeants de la

laïcité, l'armée en tête, qui avait bloqué au printemps une première candidature de M. Gül, n'ont cessé de mettre en garde. À la veille du vote, le chef de l'armée turque a dénoncé des "foyers du mal qui essayent systématiquement d'éroder la structure laïque du pays".

DÉBUT DE CARRIÈRE DANS LE PARTI ISLAMISTE REFAH

C'est que le camp laïc se méfie de cet homme, qui a commencé sa carrière dans les rangs du parti islamiste du Refah (Parti de la prospérité). Abdullah Gül est né en 1950 dans une famille de la petite bourgeoisie anatolienne, hermétique aux réformes occidentales de Mustafa Kemal. De retour en Turquie après un doctorat d'économie à Londres, il fait ses armes politiques dans le mouvement islamiste de Necmettin Erbakan, le père de l'islam politique turc.

À cette époque, il suivait les enseignements du Grand Orient, le courant de pensée du poète Necip Fazil Kısakurek. Cet idéaliste islamiste prônait l'union des pays musulmans et la restauration du califat. Gül est élu député en 1991 sous la bannière du Refah et, en 1996, il devient le porte-parole du gouvernement de coalition entre les islamistes et le Parti de la juste voie (droite). Erbakan alors premier ministre est chassé par l'armée en 1997 et en 1998, alors que le Refah interdit pour "activités antilaïques".

À l'instar de nombre de députés du Refah, Abdullah Gül a rejoint alors le Parti de la vertu (Fazilet). Représentant les "modernistes" contre les "traditionalistes", il a été battu au congrès qui a sonné le glas du parti et la fondation par les modernistes de l'APK.

Les détracteurs de l'AKP affirment qu'il a pour ambition secrète d'islamiser le pays et que son accession à la présidence lui permettra de neutraliser plusieurs institutions de contrôle de l'action gouvernementale. ■

PACTE DE RÉCONCILIATION

Les deux Corées signent un pacte de réconciliation

Le président sud-coréen Roh Moo-hyun et son homologue nord-coréen Kim Jong Il ont signé un pacte de réconciliation dans lequel ils s'engagent à négocier un traité de paix pour remplacer le cessez-le-feu qui avait mis fin à la guerre de Corée il y a 54 ans.

A l'issue d'un sommet de trois jours à Pyongyang, le deuxième seulement entre les deux pays depuis la partition de la péninsule coréenne après la seconde guerre mondiale, les deux Corées "ont accepté de coopérer pour mettre fin aux hostilités militaires et assurer la paix" sur la péninsule, selon l'accord. Tout progrès important sur un traité de paix nécessitera la participation des États-Unis et de la Chine, qui avaient également pris part à ce conflit. La Corée du Sud n'a jamais signé l'armistice de 1953 qui mettait fin à la guerre. Après avoir signé l'accord, les deux hommes se sont serrés la main, posant devant les photographes. Roh Moo-hyun a ensuite attrapé la main de

son homologue nord-coréen, soulevant leurs bras en l'air, avant de boire un verre de champagne. "Le Sud et le Nord partagent le sentiment qu'ils doivent mettre un terme à l'actuel régime de l'armistice et établir un régime de paix permanent", précise l'accord. Les deux pays se sont également engagés à organiser des sommets "fréquents", bien qu'aucun calendrier n'ait été fixé pour de futures rencontres. Des réunions auront toutefois lieu dans les prochains mois entre leurs premiers ministres et ministres de la Défense. Les Corée du Sud et du Nord entendent également renforcer leur relation économique, avec notamment la création d'une zone spéciale de coopération autour de leur frontière maritime occidentale controversée et l'ouverture d'un service de fret régulier. Les deux pays ouvriront également un couloir aérien entre Séoul et le plus haut sommet de la Corée du Nord, le Mont Paektu, lieu sacré pour tous les Coréens. Enfin, les deux parties ont accepté



Président sud-coréen Roh Moo-hyun et son homologue nord-coréen Kim Jong Il

d'accroître la réunification des familles séparées par la frontière et de "constamment" organiser ces retrouvailles. Depuis le premier sommet entre les deux Corées en juin 2000, environ 15 000 Coréens ont pu retrouver leurs proches, soit en face à face, soit par visio conférence. ■

Le Président Dos Santos salue la contribution cubaine

Le Chef de l'État angolais, José Eduardo dos Santos, a salué à La Havane, la contribution de Cuba dans la défense de l'intégrité et de la stabilité de son pays. Le président de la République a également mis en exergue la contribution cubaine dans la libération totale du continent africain, ainsi que dans l'établissement d'un monde de paix, de progrès, de solidarité et de justice.

Le Chef de l'État a tenu ces propos au cours d'une rencontre avec les vétérans de guerre cubains, qui ont participé, du côté angolais, dans les guerres contre l'invasion étrangère en Angola et ont contribué à la stabilité de la région australe. "En Angola, nous étions unis dans la lutte contre le colonialisme portugais jusqu'au grand rétablissement de la paix et de la stabilité de l'Afrique australe. Ce sont les combattants cubains, qui du côté des Angolais, Namibiens et Sud-africains ont contribué à changer le panorama politique en Afrique australe", a poursuivi le Président Dos Santos. "Je remercie le commandant Fidel Castro, Président de Cuba, qui aux mo-



ments les plus difficiles de l'histoire de l'humanité, du temps de la guerre froide et au moment où l'Angola semblait être désespéré, a répondu à l'appel d'Agostinho Neto, premier Chef de l'État angolais, pour secourir le peuple angolais", a souligné José Eduardo dos Santos. Le numéro un angolais a aussi précisé que l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et

l'Afrique du Sud sont des pays qui construisent de nouvelles réalités, adaptées à la réalité actuelle, poursuivant la même lutte, les mêmes objectifs visant toujours l'indépendance des peuples, la lutte pour le bien-être et le bonheur des hommes. "

La victoire des peuples angolais et cubain qui ont montré au monde qu'ils peuvent résister, réaliser leurs rêves, démontrer un changement à ceux qui oppriment et explorent un monde meilleur de paix, de progrès, de solidarité et de justice", a fait remarquer José Eduardo dos Santos. Le président de la République a encore dit que ce sont ces combattants et d'autres qui ont perdu la vie en accomplissant la mission de la libération totale de l'Afrique, avec les indépendances de la Namibie, du Zimbabwe et l'abolition de l'Apartheid et de la démocratisation de l'Afrique du Sud, de même que la pacification de l'Angola".

Le Chef de l'État a qualifié cette rencontre d'une cause de fierté, de joie et d'un privilège de se retrouver au milieu de ceux qui ont tout donné durant plusieurs années pour l'indépendance et la liberté des peuples, en vue de créer de bonnes conditions de vie pour les citoyens. ■

PROCHE-ORIENT

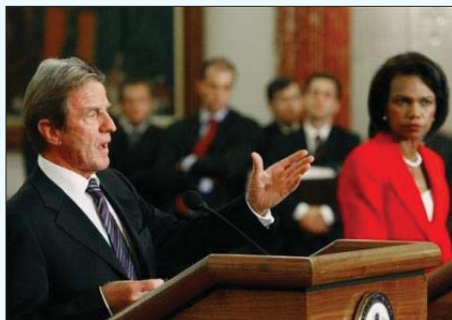
Iran : la France et les États-Unis sur la même longueur d'onde

Les États-Unis et la France ont affirmé être sur la même longueur d'onde concernant l'Iran qu'ils ont à nouveau menacé de sanctions si ce pays ne cède pas à la pression internationale pour suspendre son programme nucléaire. "Nous allons demander des résolutions supplémentaires au Conseil de Sécurité de l'ONU, si l'Iran ne prend pas le chemin de la négociation", a affirmé la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, à l'issue d'un déjeuner avec son homologue français Bernard Kouchner au Département d'État.

Elle a ajouté avoir eu avec M. Kouchner "des discussions approfondies sur la situation en Iran et la nécessité pour l'Iran d'adhérer aux demandes justes de la communauté internationale, de cesser son programme d'enrichissement et de retraitement et de respecter les résolutions du Conseil de Sécurité qui ont été votées".

"Bernard et moi voyons ces questions de manière très similaire", a-t-elle souligné.

"Il n'y a pas en substance de différences dans la façon dont nous voyons la situation en Irak et sur ce que la communauté internationale doit faire", a-t-elle ajouté. "Nous avons tracé une voie diplomatique qui considère les négociations comme le moyen privilégié pour résoudre la question" du dossier nucléaire iranien, a déclaré la responsable américaine. "Nous avons exploré et utilisé la décision de geler certains avoirs d'individus, nous avons usé de l'interdiction de visas, je



Bernard Kouchner et Condoleezza Rice

pense qu'il y a toute une panoplie de mesures qui nous permettront d'élargir ces efforts" a-t-elle ajouté. Pour sa part, Bernard Kouchner, arrivé mercredi à Washington pour sa première visite officielle aux États-Unis, a réitéré la position française et rappelé avoir recommandé également des sanctions spécifiques en dehors des sanctions de l'ONU, frappant notamment le système bancaire.

Parallèlement, les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) se sont réunis ce même vendredi au niveau des directeurs politiques sous la houlette de Nicholas Burns, numéro trois du département d'État pour envisager un troisième train de sanctions contre Téhéran. Le porte-parole du département d'État, Sean McCormack, a indiqué que Mme Rice et M. Kouchner "avaient eu une bonne conversation" à ce sujet. "Ces discussions serviront à préparer la rencontre

ministérielle des 5 + 1 (les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, plus l'Allemagne) qui doit se tenir à New York la semaine prochaine. Ils lanceront de nouvelles idées que les gens auront le temps d'étudier" a ajouté le porte-parole.

Washington et Paris doutent que les Russes et les Chinois soient prêts à décider dans l'immédiat de nouvelles sanctions crédibles contre Téhéran dans le cadre d'une troisième résolution au sein du Conseil de Sécurité et plaident pour des sanctions en dehors de l'ONU, si nécessaire.

"Je ne suis pas sûr qu'il accepte d'aller au-delà", a déclaré jeudi M. Kouchner en référence à son homologue russe Sergueï Lavrov. La chef de la diplomatie américaine a tenu à rappeler que les États-Unis avaient fait "une proposition très importante" l'an dernier à Téhéran pour "revenir sur 27 ans de politique américaine et pour parler avec l'Iran", si le pays "faisait simplement une chose : suspendre ses activités d'enrichissement et de retraitement". "Ce n'était pas une demande américaine" a précisé Mme Rice, qui a estimé que les États-Unis se "sont montrés très patients" avec l'Iran en "mettant cette proposition sur la table".

Le Conseil de Sécurité a adopté en décembre et en mars deux résolutions imposant des sanctions commerciales à l'Iran, sans obtenir de Téhéran l'arrêt de ses activités d'enrichissement d'uranium. ■

Le président chinois propose des pourparlers de paix avec Taïwan, mais exclut toute indépendance de l'île

Le président chinois Hu Jintao a proposé la tenue de pourparlers en vue d'un accord de paix formel avec Taïwan, mais il est resté intransigeant sur l'attachement de la Chine à son unité territoriale en vertu duquel tout mouvement de l'Île vers une indépendance totale serait sanctionné par une action militaire.

"Nous voudrions faire un appel solennel: sur la base du principe d'une Chine unique, discutons pour mettre un terme formel à l'hostilité qui règne entre les deux parties, trouvons un accord de paix", a déclaré Hu Jintao lors de son discours d'ouverture du Congrès du Parti communiste chinois qui se tient tous les cinq ans. Taïwan a fait savoir qu'elle rejetait la proposition de Hu Jintao.

"Nous ne discuterons pas de la paix, de l'unification ou de toutes autres questions avec un régime qui réprime les Tibétains, tue son propre peuple et soutient la junte militaire en Birmanie", a affirmé le porte-parole du gouvernement, Shieh Jhy-wei, dont les déclarations constituent la première réaction officielle taïwanaise aux propos du président chinois.

Près de 60 ans après le début de la guerre civile entre la Chine et Taïwan en 1949, la Chine revendique toujours l'Île comme faisant partie de son territoire et menace régulièrement d'employer la force pour faire cesser toute velléité d'indépendance formelle de la part de Taïwan. Hu Jintao a prévenu qu'en "intensifiant leurs activités sécessionnistes", les forces indépendantistes taïwanaises mettaient en péril les chances de paix entre les deux parties. Il a incité les gens en Chine et à Taïwan à oeuvrer contre de telles activités. ■

NOBEL DE LA PAIX

Hommages quasi-unanimes dans le monde pour Al Gore et GIEC

Les réactions se sont multipliées dans le monde pour saluer l'attribution du prix Nobel de la paix 2007 à l'ancien vice-président américain Al Gore et au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a fait du changement climatique une de ses priorités, a souligné "l'engagement et la conviction exceptionnels" d'Al Gore, le présentant comme un "exemple du rôle crucial que les individus et la société civile peuvent jouer en encourageant les réponses multilatérales à des problèmes mondiaux".

M. Ban, qui a organisé une réunion internationale sans précédent sur le climat le mois dernier, félicite également le GIEC, notant que grâce à ses "conclusions lucides et étayées, il est maintenant établi de manière certaine que le changement climatique est en cours, et que l'activité humaine y est pour beaucoup".

Le président américain George W. Bush a fait savoir qu'il était "heureux" pour Al Gore, son ancien rival à l'élection présidentielle de 2000, et pour le GIEC. "C'est une importante reconnaissance et nous sommes sûrs qu'il (Al Gore) est ravi", a précisé Tony Fratto, porte-parole de la Maison Blanche.

L'ancien président américain Bill Clinton a rendu hommage à son ancien vice-président: "Al Gore nous met en garde et



nous sensibilise aux dangers du changement climatique depuis des décennies. Il l'a vu arriver avant d'autres (...) et n'a jamais cessé de pousser à l'action pour sauver notre planète, même face à l'indifférence publique et aux attaques de ceux déterminés à défendre l'indéfendable." M. Clinton se dit "enchanté de cette reconnaissance bien méritée".

De son côté, Hillary Clinton, ancienne First Lady et favorite à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2008, adresse ses "félicitations" à Al Gore, dont "le dévouement et le travail infatigable ont contribué à sensibiliser l'opinion internationale sur le réchauffement mondial".

Le président français Nicolas Sarkozy a fait part de sa "très grande joie" après l'attribution du prix. "Je félicite le Comité Nobel d'avoir montré, par son choix, que la lutte d'aujourd'hui contre le changement climatique était un facteur déterminant de la paix de demain", explique-t-il dans un communiqué.

Al Gore est "une personnalité remarquable". "J'ai déjà eu l'occasion de lui dire, notamment lorsque nous nous étions rencontrés il y a un an à Paris, toute l'estime que m'inspirait son action pour la protection de notre environnement", rappelle-t-il. "Je me réjouis qu'un grand Américain comme lui ait pris ses responsabilités pour montrer l'exemple."

- La chancelière allemande Angela Merkel

a félicité les lauréats, soulignant dans un communiqué que "les dangers du changement climatique figurent parmi les plus grands défis de l'humanité au XXI^e siècle". En Grande-Bretagne, le premier ministre Gordon Brown a remercié Al Gore pour avoir "focalisé l'attention dans le monde" sur la "question clé" du réchauffement et le GIEC pour avoir étayé le débat avec des données scientifiques.

Pour le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, la contribution des lauréats "à la prévention du changement climatique" a permis de "sensibiliser" l'opinion internationale. "Leur travail a inspiré les hommes politiques et les citoyens."

De l'avis de l'écologiste kényane, Wangari Maathai, prix Nobel de la paix 2004, en choisissant Al Gore et le GIEC, "le Comité Nobel attire notre attention à juste titre sur le fait que le changement climatique est la plus grande menace sur la paix mondiale que nous ayons jamais connue". La branche française de l'organisation écologiste Greenpeace se félicite du choix du comité Nobel. "C'est un message envoyé au gouvernement américain, qui refuse encore aujourd'hui de signer le protocole de Kyoto et tente par tous les moyens de torpiller le seul instrument juridique international contraignant existant à ce jour pour répondre à l'échelle mondiale aux enjeux climatiques", selon Karine Gavand, responsable de la campagne climat de Greenpeace France.

A noter également quelques voix discordantes dans le concert d'éloges: le président tchèque Vaclav Klaus, un des rares détracteurs de la thèse du réchauffement climatique, se dit "surpris" de la décision de distinguer Al Gore, car "le lien entre ses activités et la paix mondiale" est "flou".

Pour Bjorn Lomborg, ancien membre de Greenpeace, auteur du livre "L'environnementaliste sceptique", l'attribution du prix à Al Gore "ne peut être vue comme autre chose qu'un acte politique" alors que le prix du GIEC est selon lui "justifié". Il reproche au documentaire oscarisé d'Al Gore, "Une vérité qui dérange", des "erreurs évidentes, comme l'argument selon lequel nous allons voir une élévation de six mètres du niveau des océans".



VIETNAM

La diplomatie au service du développement économique

Un projet intitulé "Renforcement des capacités de la diplomatie économique et du dialogue politique entre gouvernement et entreprises" a été conclu le 8 octobre à Hanoi. Les signataires étaient Vu Dung, vice-ministre des Affaires étrangères – bénéficiaire-, et Setsuko Yamazaki, directrice du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) au Vietnam - bailleur de fonds.

D'un budget de 2,5 millions de dollars, ce projet consiste à établir des réseaux de connaissances sur la politique de développement économique et à promouvoir le dialogue entre gouvernement et entreprises. Il s'agit d'une étape importante pour le Vietnam dans son actuel processus

d'intégration économique internationale. "Ce projet aidera le ministère vietnamien des Affaires étrangères à assister plus efficacement les communautés d'entreprises et ce, au bénéfice de l'objectif national d'une plus forte intégration à l'économie mondiale", a déclaré le vice-ministre Vu Dung lors de la cérémonie de signature du dit projet. Selon lui, avec le renforcement des capacités de la diplomatie en matière d'économie, le ministère des Affaires étrangères pourra promouvoir plus efficacement les relations économiques et commerciales entre le Vietnam et les autres pays, d'autant plus que 2007 avait été désigné par le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Pham Gia Khiem, "Année de la diplomatie écono-

mique". Pour Setsuko Yamazaki, "la globalisation ne se limite pas seulement à la circulation des capitaux et des biens, elle consiste également à échanger des connaissances et des idées", ainsi qu'à exploiter efficacement le savoir dans le but de stimuler la croissance économique et le développement humain.

Dans le cadre du projet, le programme de formation de hauts chefs d'entreprise du Vietnam (VELP) sera organisé chaque année à l'Université de Cambridge (Grande-Bretagne). VELP offrira aux étudiants et hommes d'affaires de premier rang mondial, l'opportunité de discuter avec de grands décideurs de politiques du Vietnam des questions relatives à la globalisation. ■

L'ambassadeur afghan estime que les canadiens comprennent mieux la mission

L'ambassadeur d'Afghanistan au Canada estime que la contribution et les sacrifices canadiens sont "une influence positive" pour son pays déchiré par la guerre. Lors d'une conférence internationale sur le rôle du Canada en Afghanistan qui se déroulait à Montréal, Omar Samad a soutenu que la population canadienne commence à saisir que la mission dans son pays n'est pas uniquement de nature militaire.

Il a affirmé aux journalistes que les Canadiens tentent d'aider le peuple et le gouvernement afghans à devenir autonomes aussi rapidement que possible. L'engagement du Canada envers l'Afghanistan prend fin en février 2009, mais M. Samad a demandé aux Canadiens d'être patients avant d'évaluer les progrès réalisés.

"L'histoire nous a montré que tous les pays qui sont sortis d'un conflit ont dû passer à travers plusieurs années de reconstruction et l'Afghanistan n'est pas une exception", a-t-il soutenu. Chris Alexander, le chef adjoint de la mission de l'ONU en



Afghanistan, a déclaré que tout le monde doit rester concentrer pour amener la sécurité au pays ravagé par la guerre.

"Ce devra être un travail d'équipe à chaque étape, ce qui veut dire que chaque joueur de l'équipe devra être là", a-t-il dit en entrevue. M. Alexander soutient toutefois que les conditions de vie en Afghanistan se sont améliorées au cours des six dernières années. Stephen Wallace, le vice-président du groupe de travail de l'ACDI sur l'Afghanistan, est du même avis. "Nous avons sauvé 80 000 enfants chaque année", a-t-il soutenu. La plupart des participants ont reconnu que l'OTAN

devrait maintenir sa présence à long terme et, même si des appels ont été lancés pour que le Canada prolonge sa mission au-delà de 2009, plusieurs se sont entendus sur le fait que la décision doit être prise par le parlement canadien.

Un responsable de l'OTAN, Martin Howard, a souligné les succès du Canada dans la province de Kandahar.

"Nous pensons que le Canada est un joueur important en Afghanistan, autant militairement que diplomatiquement que sur le front du développement et nous voulons qu'il reste, a-t-il dit. Nous ne pouvons pas forcer les pays à le faire." ■



Le Président Hamid Karzai et le Premier ministre canadien Stephen Harper

ALLEMAGNE

La diplomatie regarde vers l'Asie...

La conférence des ambassadeurs allemands se réunit à Berlin

Les 226 ambassadeurs allemands en poste dans le monde sont réunis à Berlin pour la conférence annuelle des ambassadeurs, plus spécifiquement axée cette année sur l'Asie. En ouverture, le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, a souligné hier à quel point la montée en puissance économique et politique du continent asiatique reflétait le processus de mondialisation, "avec ses opportunités, ses défis et ses répercussions sur nous tous".

Des enjeux tels que "la protection du climat et l'approvisionnement énergétique", en particulier, "ne peuvent être maîtrisés sans faire participer l'Asie", a souligné le ministre des Affaires étrangères. "Les problèmes communs requièrent des solutions communes". Le slogan est également valable dans les autres domaines, de l'économie à la sécurité. "Le poids et la puissance économique impliquent davantage de responsabilité", a-t-il déclaré en évoquant les "poids lourds" du continent asiatique, soit la Chine, l'Inde et le Japon. En matière de croissance et d'environnement, "nous ne pouvons pas demander aux gens de boire de l'eau en Asie et continuer à boire du vin en Eu-



Frank-Walter Steinmeier, ministre des Affaires Étrangères

rope", a poursuivi le ministre. En clair : les pays émergents ont le droit d'accéder au développement. "Tracer une ligne de confrontation climatique en isolant d'un côté les coupables et de l'autre les victimes est trop simpliste", a ajouté M. Steinmeier. L'Europe doit, à son niveau, être capable de proposer aux pays émergents des solutions "propres" en développant les technologies environnementales. M. Steinmeier appelle à faire de l'Asie un partenaire in-

ternational. "Partout où se créent en Asie des structures de coopération [telles que l'ASEAN, ndlr], nous devons, en tant qu'Européens, être là comme partenaires", estime-t-il. Les Européens devraient aussi coopérer davantage avec les États-Unis en la matière. "La façon de construire la mondialisation avec l'Asie doit aussi être plus présente qu'aujourd'hui sur l'agenda transatlantique", a-t-il déclaré. Il s'agit de favoriser le dialogue et la stabilité.

"Il n'y a pas ici d'alternative "tout ou rien". Nous allons devoir nous confronter aux conceptions asiatiques, tout comme les pays émergents d'Asie vont devoir de leur côté tenir compte de l'acquis du XXème siècle", a ajouté le ministre. Pour ce faire, il est également très important de développer les échanges culturels, éducatifs et scientifiques entre l'Asie et l'Europe. "Il existe une tradition d'échanges euro-asiatiques que nous devons prolonger".

La deuxième journée de la conférence des ambassadeurs était consacrée aux relations économiques. Les diplomates ont évoqué les opportunités et les perspectives internationales qui s'offrent à l'économie allemande avec quelque 800 chefs d'entreprise. ■

Un diplomate pour l'investissement Argentin en Angola

Le premier secrétaire aux Affaires économiques de l'ambassade d'Angola en Argentine, Domingos Feliciano Pacheco, a exhorté, à Buenos Aires, les hommes d'affaires argentins à investir dans le pays. Intervenant à un



Ministre des Affaires étrangères d'Angola Joao Bernardo Miranda

séminaire sur la Coopération Sud-Sud, au cours duquel il a parlé des potentialités du marché angolais, Domingos Pacheco a fait état de l'existence en Angola d'une grande variété de ressources naturelles, d'une énorme zone arable, forêts abondantes, climat favorable, des réserves pétrolières et diamantifères qui font prévoir un développement favorable

dans les prochaines années. Pour ce diplomate, l'actuelle politique économique en Angola, après l'obtention de la paix effective en 2002, a connu des transformations et a été favorisée par une croissance économique élevée, en le plaçant dans le groupe des pays en voie de développement avec des meilleures possibilités de progrès. À l'occasion, Pacheco a informé les participants au séminaire qu'en 1992, était établie une nouvelle constitution nationale favorisant l'initiative et la présence du capital étranger en protégeant leurs propriétés et en privilégiant les lois d'encouragements fiscaux et de base pour l'investissement privé.

Organisée par la Chambre d'Industrie et de Commerce Argentine/Allemagne, la rencontre a visé la construction d'espaces d'échange pour encourager la réflexion conjointe sur la coopération entre le MERCOSUR et la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC.) L'évènement a été assisté par l'ambassadeur d'Angola en Argentine, Fernando Dito, les représentants de l'ambassade Allemande dans ce pays latino-américain et du Ministère argentin des Relations extérieures et Commerce international. ■

L'influence grandissante de la Chine inquiète les États-Unis

Un rapport du Congrès américain a récemment lancé une mise en garde contre l'influence de la Chine dans le Pacifique Sud, une influence qui grandirait proportionnellement au désintérêt de Washington trop occupé avec le Moyen-Orient.

Un porte-parole de l'ambassade de Chine à Suva, Lihua Hu, affirme que la Chine et les États insulaires du Pacifique sont des pays en développement dans la région Asie-Pacifique et que Beijing poursuit une politique de paix, de développement et de coopération, ni plus ni moins. Selon Pacnews, le vice-secrétaire d'État américain, Richard Armitage, aurait déclaré : "Ce que nous voyons, c'est un peu de la diplomatie du carnet de chèques par Taiwan et la Chine".

Ce à quoi, le porte-parole de l'ambassade de Chine a répondu : "La Chine est elle-même un pays encore en développement qui offre son assistance sans rien attendre en échange de la part de ces pays. ■

CHINE-RDC

Prêt de 8.5 milliards US de la Chine à la RDC pour les infrastructures et les mines

La Chine va prêter 8.5 milliards de dollars à la République démocratique du Congo (RDC) pour la construction d'infrastructures et le développement de partenariats pour l'exploitation minière, aux termes d'un protocole d'accord signé à Kinshasa.

Trois milliards de dollars seront consacrés à la construction de 3 213 km de voies de chemin de fer entre Sakania (Katanga, sud-est) et Matadi (Bas-Congo, ouest), ainsi qu'à la réhabilitation et la construction d'une route reliant Kisangani (Province orientale, nord-est) et Kasumbalesa (Katanga), distantes de 3 402 km.

Considérée comme une priorité, une autoroute entre Lubumbashi (capitale du Katanga) et Kasumbalesa, un important poste douanier à la frontière avec la Zambie, sera construit dans un délai de 36 mois, a déclaré le ministre congolais des Travaux publics et Infrastructures, Pierre Lumbi. D'autres travaux de voiries, sur une distance totale estimée à 450 km, seront également financés par cette enveloppe dans différentes villes du pays, a précisé le ministre. Il est aussi prévu la construction à travers le pays de 31 hôpitaux, de 145 centres de santé, de deux grandes universités de standard interna-



Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine

tional ainsi que de 5 000 logements sociaux. L'accord prévoit par ailleurs deux milliards pour relancer l'exploitation minière, dans le cadre de partenariats entre des entreprises des deux pays, a précisé le ministre des Travaux publics de RDC. "Notre coopération se fonde sur un certain nombre de principes, notamment permettre aux deux parties de gagner, faire en sorte que tous les projets à exécuter par les entreprises chinoises et congolaises soient porteurs d'emplois pour les Congolais. Elles devront aussi intégrer dans chaque

projet la dimension environnementale", a souligné M. Lumbi. De son côté, l'ambassadeur de Chine en RDC, Wu Xexuan, a souligné que la coopération entre son pays et la RDC n'en excluait pas d'autres. La RDC recèle d'immenses ressources naturelles, dont 34 % des réserves mondiales connues de cobalt et 10 % des réserves de cuivre. Mais 75 % de ses 60 millions d'habitants vivent avec moins de 1 dollar par jour.

Les plus grandes compagnies internationales y sont présentes, dont le premier groupe minier mondial BHP Billiton, le géant de l'or sud-africain AngloGold Ashanti et l'Américain Phelps Dodge. Depuis quelques années, de petites compagnies chinoises et indiennes s'installent, de plus en plus nombreuses, au Katanga. Les experts du secteur minier estiment que plus de 90 % des exportations sont illégales.

Pierre Lumbi dit que les 8,5 milliards de la Chine en faveur de 5 chantiers de Kibila ne représentent nullement un prêt, ni un endettement supplémentaire pour la RDC. Il s'agit, par contre, d'un préfinancement de grands travaux d'infrastructures et d'exploitation des ressources naturelles de concert avec la partie congolaise. S'agissant de partenaires occidentaux, Lumbi rassure qu'aucun partenariat ne viendra bloquer l'autre. ■

La Chine source d'investissement dans le monde

Les entreprises chinoises, autrefois récipiendaires des investissements étrangers pendant des années, ont commencé à exporter capitaux et technologies à mesure que les demandes des partenaires économiques augmentent. Plus de 50 sociétés chinoises opèrent dans l'industrie, les biens de consommation et la logistique en Illinois, aux États-Unis, ce qui était rare il y a dix ans, a affirmé à Xiamen, ville côtière de la province du Fujian (sud-est) Norman L. Li, directeur du Bureau de l'Extrême-Orient de l'Illinois. Ces entreprises chinoises, spécialisées notamment dans le bâtiment, l'électronique et la bio-technologie, sont bien accueillies dans l'Illinois, le cinquième plus grand État américain et centre industriel, de commerce et de transport des États-Unis, selon Li.

De son côté, Barbara Gasperi, officiel en charge du commerce à la Commission pour le commerce d'Italie, a indiqué que beaucoup d'entreprises chinoises, y compris COSCO, Haier, Huawei et Baosteel, ont apporté des capitaux, technologies et méthodes de gestion en Italie. Plus de 10 000 entreprises chinoises s'étaient installées dans environ 160 pays et régions du monde en 2006, ce qui représente un montant de 73,3 milliards de dollars

d'investissements directs, a dit Wei Jianguo, vice-ministre chinois du Commerce, lors d'une conférence tenue dimanche à Xiamen pour inviter les entreprises chinoises à investir à Hong Kong. Au premier semestre 2007, les investissements directs chinois à l'étranger ont atteint 7,8 milliards de dollars, soit 21,1 % de plus en base annuelle, selon des statistiques de ministère chinois du Commerce. L'Amérique du Nord et l'Asie sont les deux principales destinations.

Selon Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine (banque centrale chinoise), pour encourager les investissements directs chinois à l'étranger, la banque centrale chinoise va supprimer les contrôles non nécessaires sur les réserves des devises étrangères et faciliter les procédures administratives.

Pourtant, les investisseurs chinois, qui manquent encore de capacité globale et d'expérience par rapport aux entreprises des pays développés, doivent prendre conscience de leur marché de destination et adopter des stratégies d'investissement appropriées, a averti Liu Yingkui, professeur d'économie de l'Université des Finances du Shandong. ■

FMI

Dominique Strauss et l'Afrique

Dominique Strauss-Kahn succède officiellement à l'Espagnol Rodrigo Rato à la tête du Fonds monétaire international. Le nouveau directeur général du FMI, a estimé qu'il fallait aller « plus vite et plus loin » dans la réforme de l'institution dont il a pris la tête. « Cette mission, il faut la rendre adaptée au monde d'aujourd'hui », a-t-il affirmé en parlant de la mission du FMI. Le mandat de l'institution n'a pas changé », a expliqué Dominique Strauss-Kahn, mais "le monde dans lequel elle doit travailler a évolué singulièrement, donc nous devons nous adapter. [...] Par exemple, la crise que nous avons connue cet été sur le marché hypothécaire américain n'a rien à voir avec les questions de taux de change telles qu'elles existaient il y a soixante ans".

"Il faut faire en sorte que le Fonds appartienne à tout le monde comme c'était prévu à l'origine", a dit M. Strauss-Kahn: "aujourd'hui on sait qu'un certain nombre de pays considèrent qu'ils ne sont pas assez écoutés, notamment les pays émergents".

« J'ai été choisi pour la réforme, et maintenant je vais avancer, en construisant sur ce que Rodrigo Rato [son prédécesseur, ndlr] a fait ces dernières années, mais en allant plus vite et plus loin », a-t-il promis. Le FMI est notamment confronté à de graves difficultés financières et à la contestation des pays pauvres et émergents, qui revendiquent davantage de pouvoir. Dominique Strauss-Kahn, âgé de 58 ans devient ainsi le quatrième Français à la tête du FMI, après Pierre-Paul Schweitzer (1963-1973), Jacques de Larosière (1978-1987) et Michel Camdessus (1987-2000). Il s'est dit déterminé à réformer "sans tarder" l'institution sexagénaire. "Je suis déterminé à engager sans tarder les réformes dont le FMI a besoin pour mettre la stabilité financière au service des peuples en favorisant la croissance et l'emploi", a affirmé l'ancien ministre socialiste. C'est pour moi une joie, un honneur et une responsabilité", a affirmé le français, soulignant "la puissante légitimité



que me donne le très large soutien dont j'ai bénéficié, notamment dans les pays émergents et des pays à bas revenus". La candidature du Français était soutenue par l'Union européenne et les États-Unis, mais également par des "petits" pays au sein de l'institution comme le Brésil et l'Argentine.

Dominique Strauss Khan a été élu sur base d'un projet ou d'un programme portant réforme du Fonds monétaire international. Il vise, en d'autres termes, à « démocratiser » le FMI en écoutant plus les pays émergents et en voie de développement. Aussi, pendant sa « tournée électorale », s'était-il rendu à Johannesburg et à Dakar sollicité le soutien des pays africains. Effectivement, l'Afrique a voté pour lui. Reste à savoir maintenant ce que le nouveau directeur général, disons le Fonds monétaire international, apportera à l'Afrique ?

Il est prématuré de répondre à cette interrogation. Pour la simple raison qu'il faudra d'abord attendre si la réforme annoncée par Dominique Strauss Khan interviendra effectivement. Ensuite,

s'interroger sur ce que l'Afrique apportera comme idées, contributions concrètes à la consolidation de ce Fonds et quitter le sentier « d'éternel demandeur et d'assisté ». En fait, si la réforme n'intervient pas, l'Afrique continuera toujours à subir le « diktat » du FMI. Et comme il a été établi, jusqu'à preuve du contraire, que les institutions de Bretton Woods n'ont jamais aidé un quelconque pays à se développer. Certes, les institutions financières internationales ont souvent apporté la « bouffée d'oxygène » aux pays africains aux termes de la conclusion des accords d'ajustements structurels. Mais les contraintes d'exécution budgétaire ont souvent conduit à des impasses politiques avec comme points de chute l'implosion sociale et la déstabilisation des institutions. Bien plus, le service de la dette extérieure accuse progressivement de volume que la plupart des

pays africains finissent par être en état de cessation de paiement. À quoi alors aura servi des rapports avec les institutions de Bretton Woods ?

Il ne faudra donc pas se faire des illusions. Dominique Strauss Khan apportera, certes, des idées, de bonnes idées même. Mais le nouveau directeur général n'amènera pas les fonds nécessaires à distribuer à l'Afrique. Il n'assouplira pas non plus les conditions d'accès aux facilités élargies et ne baissera pas les taux d'intérêt à titre de remboursement de la dette pour autant que les donateurs ne sont pas du tout des œuvres de charité. Le « Fonds » étant une institution financière, il doit fonctionner selon les prescrits du droit international en matière bancaire.

Les pays de l'Asie l'ont compris. Sous l'impulsion de la Chine, ils viennent d'instituer « le Fonds monétaire asiatique » qui fonctionnera parallèlement au « Fonds monétaire international ». Question de ne pas subir le « diktat » des grands donateurs traditionnels du FMI. Les Africains doivent cesser de rêver. ■

CANADA

La force de l'économie canadienne calme les marchés mondiaux, dit Flaherty

Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a accordé, un vote de confiance aux mesures mises en place par la Banque du Canada en contre-poids aux problèmes mondiaux de crédit. Le ministre s'est déclaré satisfait des mesures prises à date, tout en faisant remarquer que la robustesse de l'économie canadienne compense en partie pour la tempête financière qui a balayé les marchés mondiaux du crédit.

"Je suis satisfait de la gestion économique dont nous avons fait preuve au Canada - notamment dans le cadre de la situation à laquelle nous sommes confrontés avec les problèmes de crédit et le rôle joué par le ministère des Finances et la Banque du Canada", a-t-il déclaré lors d'une allocution présentée devant la Chambre de Commerce du Canada.

Lors d'une conférence de presse après son discours, le ministre Flaherty a ajouté que le gouvernement continue à surveiller l'évolution de la situation et que les attentes des Canadiens devraient être réalistes. "Notre croissance économique a été plus forte que prévu en ce qui a trait à la croissance du PNB pendant le premier et le second trimestre au Canada, a-t-il dit. Nous disposons de certains outils. La



meilleure nouvelle au Canada est que les assises de l'économie sont solides. Le gouvernement se trouve dans une position de force. "Plus tôt cette semaine, les dirigeants de certaines des plus grandes banques du pays ont dit croire que les problèmes de crédit dureront au moins jusqu'au printemps, ce à quoi M. Flaherty est d'accord. "Nous devons résister à cette tempête au Canada", a-t-il expliqué. Tous nos gouvernements ont des surplus (bud-

gétaires) au Canada - provinciaux, territoriaux et fédéral - et notre position est donc robuste."

M. Flaherty a expliqué que la solide création d'emplois, les surplus budgétaires enregistrés par le gouvernement et la réduction de la dette, ainsi que le rôle du Canada à titre de superpuissance émergente de l'énergie, ont aidé à soulager les tensions qui ont découlé des problèmes de crédit. ■

Afrique : Commerce et Développement - le taux de croissance annuel à 6 %

« L'Afrique est en mesure de maintenir son taux de croissance annuel à 6% environ en 2007, mais le rythme devrait ralentir légèrement en Amérique latine et dans l'Asie occidentale, pour se rapprocher de 5 % », selon le nouveau rapport 2007 sur le commerce et le développement de la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED).

Pour les cinq dernières années, note le rapport, le PIB par habitant de l'Afrique, de l'Asie occidentale et de l'Amérique latine a augmenté de plus de 15 %, performance que ces régions n'avaient plus enregistrée depuis le début des années 80. Ce qui, selon le

rapport 2007 de la CNUCED sur le commerce et le développement, donne légitimement à espérer que ces régions citées progresseront sur la voie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ce rapport, lancé au début de ce mois de septembre à Genève, assure que les tendances économiques annoncent une expansion continue de l'économie mondiale et que l'Afrique est en mesure de maintenir son taux de croissance annuel à 6 % environ en 2007, mais le rythme devrait ralentir légèrement en Amérique latine et dans l'Asie occidentale, pour se rapprocher de 5 %.

L'Afrique réfléchit sur un système harmonisé de transfert d'argent

Les partenaires au développement de l'Afrique ont déclaré vendredi qu'ils

étaient en train de réfléchir sur l'opportunité de mettre en place un système harmonisé de transfert d'argent (HACT) pour améliorer l'efficacité des programmes qu'ils financent dans la plupart des États africains.

La représentante du Fonds des Nations unies pour les Activités en matière de Population (UNFPA), Espérance Fundira a annoncé lors d'une rencontre à Lilongwe que l'instauration d'un tel système permettrait d'avoir des transactions financières plus rapides, moins lourdes et au moindre coût entre les bailleurs et les bénéficiaires.

Pour Mme Fundira, le système permettrait également d'accélérer l'exécution des projets financés. « L'ONU est en train d'initier des réformes visant à mettre fin à la dispersion des interventions, pour faire en sorte que le système fonctionne comme un seul bloc », a-t-elle expliqué. ■

NATIONS UNIES

Assemblée générale : fin du débat annuel de haut niveau

En présentant le bilan du débat général qui a duré sept jours et vu l'intervention de 191 délégations, le Président de la 62^e session de l'Assemblée générale, Srgjan Kerim, a souligné que les préoccupations de la communauté internationale ont essentiellement porté cette année sur des questions comme les changements climatiques, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le commerce mondial, la lutte antiterroriste, le développement économique et social et la réforme de l'ONU.

« Nous devons être en état d'alerte maximale », a affirmé Srgjan Kerim dans son discours de clôture à l'Assemblée générale, en faisant allusion à la nécessité de progresser rapidement dans la lutte contre le réchauffement planétaire. La 62^e session de l'Assemblée générale de l'ONU a clôturé son débat annuel de haut niveau, ses pays membres appelant à conjuguer les efforts internationaux pour s'attaquer aux défis dans les domaines du changement climatique, de la sécurité, du développement et de la réforme des Nations unies. Srgjan Kerim, président de l'Assemblée générale de cette année, a fait savoir dans un communiqué que la présence d'environ 100 chefs d'État et de gouvernement, ainsi que de quelque 80 ministres des Affaires étrangères "reflète l'importance prêtée par le monde à cette assemblée unique".

Durant le débat, les dirigeants des pays membres de l'ONU ont émis "un fort message politique" comme réponse internationale au défi présenté par le changement climatique, a indiqué M. Kerim, qui a fait que : "La réponse au changement climatique", soit le thème du débat annuel de haut niveau. Le changement climatique est devenu le plus important sujet de la 62^e session de l'Assemblée générale", a-t-il résumé. Il y a eu un consensus écrasant, selon lequel pour s'adapter au réchauffement global, nous devons non seulement fixer des limites pour la croissance, mais aussi réaliser un développement durable", a-t-il expliqué, avant d'ajouter : "Nous sommes tous d'accord sur le fait que nous endossons des responsabilités communes et différenciées". M. Kerim a fait remarquer que les pays membres sont également parvenus à un consensus récla-



Président de la 62^e session de l'Assemblée générale, Srgjan Kerim,

mant que les Nations unies soient toujours au centre du processus destiné à conclure un accord international sur la résolution du changement climatique. Par ailleurs, il a appelé les pays membres à entreprendre des actions en ce sens au cours de la conférence onusienne sur les changements climatiques, prévue en décembre, à Bali (Indonésie).

Cette conférence visera à jeter les bases pour le nouvel accord portant sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES), après l'expiration en 2012 de la première période d'engagement du protocole de Kyoto, qui a stipulé les objectifs de réduction des émissions de GES pour les pays industrialisés. Les dirigeants ont également fait part de leur soutien à des progrès rapides des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), a-t-il affirmé, regrettant que plusieurs objectifs ne soit pas restés sur le chemin tracé, notamment ceux pour l'Afrique subsaharienne. À l'approche de la Conférence du cycle de Doha en 2008, de nombreuses délégations ont appelé à de plus grands progrès dans le financement du développement, en soulignant l'impact de la conclusion d'un accord commercial inter-

national sur la réduction de la pauvreté, a-t-il indiqué. "Nous devons avancer dans le cycle en cours bien que plusieurs pays pensent que l'actuel système est insoutenable". Quant à la lutte contre le terrorisme, autre sujet prioritaire du débat, M. Kerim a fait état d'un soutien important pour la mise en application de la stratégie antiterroriste mondiale, adoptée par l'Assemblée générale en septembre 2006 et d'un ample désir pour des progrès imminents enregistrés dans la conclusion d'une convention antiterroriste complète. ■

Srgjan Kerim, ancien ministre et diplomate macédonien, a succédé à la Bahreïnie Haya Rashed al-Khalifa pour présider l'Assemblée générale de l'ONU pour sa 62^e session annuelle, au siège de l'ONU à New York.

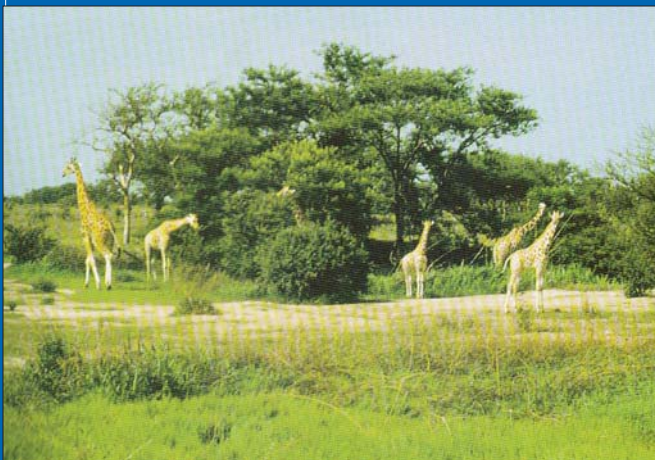
M. Kerim possède une riche expérience dans le domaine des affaires politiques et économiques internationales et une vaste connaissance du système des Nations unies. Il était le directeur général de la société Media Print Macedonia depuis 2003. En 2004, il avait été nommé président du Conseil d'administration de la société Politika Newspapers and Magazines, à Belgrade. Il est aussi directeur général pour l'Europe du Sud-Est du Waz Media Group, établi à Vienne, depuis 2006. Il a été ambassadeur de son pays en Allemagne, de 1994 à 2000. De 2000 à 2001, il a été ministre des Affaires étrangères de la Macédoine.

Il est ensuite devenu ambassadeur et représentant permanent de son pays auprès de l'ONU de 2001 à 2003, période durant laquelle il a assumé la vice-présidence de la conférence internationale sur le financement du développement, en 2002 à Monterrey, et du sommet mondiale pour le développement durable, la même année à Johannesburg. Il a en outre été membre du Groupe de facilitateurs du président de la 56^e session de l'Assemblée générale, qui s'est occupé de la réforme de l'ONU. Il a aussi été coorganisateur du Forum régional sur le dialogue entre les civilisations qui s'est tenu à Ohrid en 2003.

Srgjan Kerim a été professeur de relations économiques internationales à la faculté d'Économie de l'Université de Belgrade. Auteur de neuf ouvrages sur la politique internationale, l'économie et les jeunes. M. Kerim parle couramment l'anglais, le français, l'allemand, le serbe, le croate et le bulgare. Né le 12 décembre 1948 à Skopje, il est marié et père de trois enfants. ■



LE TCHAD



Un autre regard
sur l'avenir



INTERVIEW

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'INFORMATIQUE

Les voies d'une gestion moderne

Le grand argentier du Tchad, homme dynamique et discret, bénéficiant de la confiance des autorités de son pays, n'a pas la tâche simple. Il doit permettre à l'État de recouvrer ses recettes intérieures, de solliciter des appuis extérieurs, d'assainir les finances publiques et surtout de bien gérer les fonds publics. Même s'il agit avec l'appui ferme du Président Idriss Déby Itno, le travail quotidien lui impose rigueur et vision. Nous avons réalisé une entrevue avec lui où il dresse quelques aspects de ses réflexions sur les finances de son pays.

Magazine Diplomat Investissement : Monsieur le Ministre, vous avez récemment réaffirmé la volonté de votre gouvernement de poursuivre les réformes administratives, économiques et financières susceptibles d'améliorer la gestion des finances publiques. Qu'en est-il de ces réformes ?

Ministre Abbas Tolli : En réalité, la volonté du Gouvernement de poursuivre les réformes administratives, économiques et financières en vue d'améliorer la gestion des finances publiques n'est pas récente. Le Gouvernement a toujours initié et parfois mis en œuvre les réformes des structures administratives afin de les rendre performantes. Comme vous le savez, les réformes sont non seulement très coûteuses en terme de moyens financiers mais nécessitent également des expertises dont on ne dispose pas forcément au niveau national. Pour ces raisons les réformes entreprises antérieurement n'ont pas toutes réussi faute de ressources locales suffisantes.

En 2005, le Gouvernement a adopté un Plan d'Action pour la Modernisation de la gestion des Finances publiques (PAMFIP). Ce vaste programme a obtenu l'adhésion de plusieurs partenaires, notamment la Banque mondiale, l'Union européenne, la Coopération française, le PNUD, la BAD, pour ne citer que ceux là.

Le Gouvernement lui-même a également contribué financièrement à la mise en œuvre du programme d'assainissement des finances publiques; c'est ainsi que pour l'exercice budgétaire 2007, plus d'un milliard de FCFA ont été inscrits sur le



Abbas Mahamat Tolli, ministre des Finances et de l'informatique

budget pour mettre en œuvre cette réforme sans compter les ressources additionnelles apportées par les partenaires susmentionnés. À titre d'illustration, sachez que la Banque mondiale a accordé un don de 10 millions de dollars US sur cinq ans, l'Union européenne a signé avec l'État une convention d'ouverture de don à hauteur de 5,1 millions d'euros sur trois ans et le PNUD apportera un appui de 300 000\$ pour l'exercice 2007/2008.

Vous conviendrez que, pour la plupart, les financements extérieurs viennent seulement d'être mobilisés cette année et je puis vous dire que je suis optimiste quant à la réussite de ces réformes.

Quel rapport le Tchad entretient-il avec les institutions financières internationales, et quels sont les projets concrets réalisés par ces institutions au Tchad ?

Avec les Institutions financières internationales, le Tchad entretient de très bons rapports de coopération. Il est vrai qu'en fin de l'année 2005, des incompréhensions sont intervenues entre la Banque mondiale et le Tchad lorsque pour des raisons d'intérêt national, la Loi n° 001 portant sur

la gestion des revenus pétroliers avait été amendée. Ce malentendu que je qualifierais de scène de ménage, s'est dénoué très rapidement et pour preuve, nous avons dès le début du deuxième semestre 2006 signé avec la banque un accord consolidant notre coopération et comportant les assurances suffisantes quant à l'utilisation efficace de nos opportunités financières en vue de réduction de la pauvreté. Dans le même temps, la Banque a repris le financement qu'elle avait suspendu aux projets. Il faut rappeler que l'IDA finance plus de 10 projets au Tchad, plus particulièrement dans les secteurs sociaux tels que la Santé, les Actions sociales, l'Éducation, les Infrastructures et l'Urbanisme, la bonne gouvernance financière (PAMFIP) etc..

Quant au Fonds monétaire international, je rappelle que le programme appuyé par la FRPC conclu avec cette Institution a dû certes être suspendu en 2005 à cause du non respect de certaines conditionnalités. Celles-ci sont attribuables à la conjoncture particulière que traverse le pays consécutive à la crise humanitaire du Darfour dont les conséquences sur la conduite de programmes de développement économique sont majeures. En tout état de cause, cela n'a pas empêché la poursuite des négociations avec ce partenaire privilégié en vue de la reprise du programme. J'en profite pour vous informer que les choses sont très avancées dans ce sens après la récente mission du FMI à N'Djaména et les entretiens que nous venons d'avoir à Washington en marge des Assemblées annuelles.

Un autre partenaire et non le moindre, est l'Union européenne. Rien que pour l'année 2006/2007 et dans le cadre du 9ème FED ce partenaire a financé pas moins de 20 projets dans différents domaines et plus particulièrement dans les infrastructures, l'environnement et l'hydraulique pour permettre à la population d'accéder à l'eau potable. En plus des projets de développement, l'appui de l'Union européenne a permis de renforcer le dialogue politique au Tchad et cela a abouti à la satisfaction de tous à la signature d'un accord politique en août dernier.



Enfin le PNUD et la BAD ont chacun, en ce qui leur concerne, appuyer les efforts du Gouvernement surtout dans le domaine de la bonne Gouvernance et du renforcement des capacités des administrations en charge de collectes de recettes et d'exécution des marchés.

Quelles sont les grandes orientations du budget de 2008, et comment celui-ci peut-il améliorer les conditions de vie des Tchadiens ?

Le principal défi de la politique économique consiste à garantir une utilisation durable et optimale des revenus pétroliers escomptés pour réduire la pauvreté. Dans cette circonstance, notre stratégie budgétaire consiste à (i) transformer les recettes pétrolières éphémères du Tchad en d'autres formes de capital (ii) renforcer la collecte des recettes non pétrolières et (iii) améliorer le circuit des dépenses afin d'assurer l'utilisation efficace et transparente des ressources budgétaires. Le Gouvernement est déterminé pour l'exercice 2008 à axer le budget sur la réduction de la pauvreté et la sauvegarde de la stabilité macroéconomique. Aussi, doit-il parvenir à un équilibre entre les dépenses généralement urgentes contenues dans la SNRP II et son Plan d'Action Prioritaire (PAP).

Pour conclure sur cette question, je dirai que le budget 2008 vise à économiser une part substantielle des revenus pétroliers permettant ainsi, d'une part un étalement des dépenses sur le moyen terme et d'autre part, d'éviter une crise

budgétaire dans l'hypothèse où les recettes pétrolières baisseraient davantage.



Le gouvernement vient d'entamer la mise en œuvre d'une planification stratégique globale visant à lutter contre la pauvreté. Dans ce contexte, votre Ministère a-t-il entrepris les négociations avec les institutions financières dans le cadre de l'initiative de pays pauvre très endettés (PPTE) ?

Après l'adoption du Document de Stratégie Nationale de réduction de la Pauvreté en 2003, mon pays a signé avec les Institutions de Breton Wood un programme appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) approuvé par le conseil d'administration du FMI en 2005. Ce programme qui devrait nous permettre d'atteindre le point d'achèvement après le point de décision, atteint en 2001, a été

suspendu en raison de certaines contingences. Nous venons de reprendre les négociations pour prolonger ce programme jusqu'en 2009. Si tout se passe bien et je l'espère, parce que des progrès importants sont réalisés, nous devons atteindre le point d'achèvement d'ici le deuxième semestre de 2008 afin de bénéficier de l'allègement de la dette.

Quelle stratégie votre Ministère, compte-t-il mettre en place pour mobiliser les ressources financières internes (recettes) et externes susceptibles de soutenir le développement économique du pays ?

Les ressources financières internes sont de deux ordres. Il y a les ressources traditionnelles non pétrolières collectées par les régions et les ressources nées de la production pétrolière. Si aujourd'hui fort heureusement le Tchad est entré dans le cercle restreint des pays producteurs de pétrole, il est avant tout et demeure, un pays au sud du Sahara à vocation agro sylvo pastoral avec une prédominance d'activités traditionnelles axées sur l'élevage et l'agriculture. Vous convenez que dans l'état actuel, ces activités sont à faible valeur ajoutée.

L'option du Gouvernement est non seulement de moderniser ce secteur mais également de doter le pays de structures permettant la transformation des produits d'élevage et de l'agriculture et par conséquent de valoriser le secteur. S'agissant plus spécifiquement du ministère des Finances nous voulons faire en sorte que la collecte des recettes soit mieux maîtrisée. Ainsi les dispositions sont prises par la création de certaines structures chargées de suivre l'exploitation et l'exportation du brut tchadien.

Mais compte tenu de la volatilité des ressources pétrolières, un accent particulier est mis sur les efforts visant à améliorer la collecte des recettes ordinaires non pétrolières. C'est d'ailleurs l'un des buts poursuivis en élaborant le Plan d'action pour la modernisation de la gestion des Finances publiques; nous entendons pour ce faire non pas augmenter les taux d'impôt à la charge des citoyens mais élargir l'assiette fiscale. Pour ce qui est des ressources extérieures, la stratégie du Gouvernement consistera à faire régner la confiance par un cadre réglementaire et légal plus attrayant. Bien entendu, le Tchad appartient à une espace communautaire et la tendance est à



M. Ousman Matar Breme, Ministre de l'Économie et du Plan, Dr. Moctar Moussa, Secrétaire général adjoint à la Présidence de la République (C) et M. Abbas Mahamat Tolli, Ministre des Finances et de l'Informatique



l'harmonisation mais l'harmonisation ne veut pas dire uniformisation et le Tchad tiendra compte de la politique communautaire pour adapter ses textes.

Compte tenu de la fragilité de l'économie tchadienne dans le contexte de la mondialisation, quels mécanismes avez-vous prévus pour renforcer les efforts du pays afin de maîtriser le grand équilibre macroéconomique ?

C'est vrai l'économie tchadienne est fragile pour plusieurs raisons. D'abord le Tchad est un pays enclavé et les princi-

pales activités économiques relèvent, pour l'essentiel, du secteur primaire avec une agriculture encore traditionnelle dépendant des aléas climatiques et un élevage de transhumance. Ceci étant, dans le contexte de mondialisation, le Tchad et les autres pays membres de l'Afrique centrale ont opté pour une intégration poussée de leurs économies. À cet effet, ils ont signé, en mars 1994 à N'Djamena, le Traité à l'origine portant création de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). L'objectif fut la création d'un marché économique et monétaire commun, reposant sur la libre circulation des biens et services, des personnes et des capitaux à l'intérieur des États membres. Aujourd'hui cet espace commun existe, néanmoins, il comporte quelques petits problèmes, notamment au niveau des réseaux routiers. Cette intégration permet aux États membres de mieux défendre leurs positions face à la concurrence mondiale de plus en plus agressive. Les négociations des accords de

Cotonou, avec l'Union européenne par exemple, sont menées au niveau de cette espace sous régionale.

Monsieur le Ministre, vous envisagez d'effectuer une visite de travail au Canada, quel message souhaiitez-vous adresser aux opérateurs économiques et aux décideurs de ce pays ?

Le Canada est un pays que j'aime beaucoup pour y avoir étudié. C'est un pays accueillant et hospitalier dont le niveau de développement économique et les politiques budgétaires constituent un cas d'école. Le Canada est aussi un pays de libertés et une très grande démocratie. J'envisage en effet, d'y effectuer une visite de travail en vue d'examiner les opportunités de coopération et d'échanges économiques.

Cela dit, le message que je souhaite adresser aux opérateurs économiques de ce grand pays est de les inviter à venir eux-mêmes voir sur le terrain les opportunités d'affaires qu'offre mon pays, encore vierge. Un rapprochement avec le Canada, le grand pays des PME, intéresse particulièrement le milieu d'affaires tchadien qui souhaite diversifier ses horizons à l'ère pétrolière. ■



M. Idriss Ahmed Idriss, directeur national de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) Tchad et M. Abbas Mahamat Tolli, ministre des Finances et de l'Informatique

Nicolas Sarkozy en visite au Tchad et ramène trois journalistes et quatre hôtes de l'air

L'avion du président français Nicolas Sarkozy avait ramené du Tchad les trois journalistes français après une escale effectuée à Madrid pour rapatrier les quatre hôtes de l'air espagnoles libérées par la justice tchadienne dans l'affaire de l'Arche de Zoé. Le chef du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero et le ministre des Affaires Étrangères Miguel Angel Moratinos avaient accueilli au pied de l'avion M. Sarkozy et les quatre hôtes de l'air à l'aéroport militaire de Torrejon, près de Madrid.

Le déplacement présidentiel et ces libérations marquent un tournant dans le dossier de la tentative de transport du Tchad vers la France de 103 enfants par l'association française Arche de Zoé, interrompue le 25 octobre par les autorités tchadiennes à Abéché (est). Le président tchadien Idriss Deby Itno peut "compter sur ma reconnaissance et mon amitié", a déclaré Nicolas Sarkozy, accompagné de sa secrétaire d'État aux Affaires Étrangères Rama Yade, avant d'embarquer à bord d'un A-319 militaire de la République française. Les deux présidents ont aussi évoqué le sort des dix personnes qui restent inculpées et emprisonnées depuis le 25 octobre (le 28 pour le pilote belge), après avoir été arrêtées à Abéché (est), alors qu'ils tentaient d'exfiltrer vers la France 103 enfants présentés à tort comme des orphelins du Darfour. Les deux présidents ont donc insisté sur la nécessité d'éviter l'amalgame. "Cette équipée assez lamentable n'a rien à voir avec



le déploiement de la force européenne au Tchad (...), opération qui se fait avec le soutien total de l'État tchadien et qui montre la confiance réciproque de nos deux gouvernements", a martelé Nicolas Sarkozy, en remerciant son homologue tchadien pour la libération de ces personnes. ■



TCHAD

Le berceau de l'humanité

Le Tchad est parmi les cinq plus grands pays de l'Afrique, par sa superficie. Berceau de l'humanité : la découverte récente d'une nouvelle espèce hominidé a basculé la base de l'arbre de la famille humaine. Le crâne fossile trouvé, surnommé "Toumaï" signifiant "ESPOIR DE VIE" en langue Gorane, est aussi vieux que n'importe quel fossile hominidé jusqu'ici découvert, pourtant ses dispositifs paraissent beaucoup plus humain que leur compétiteur l'ancêtre humain. Sans oublier la découverte de LUCIE en



En 2001, le Pr. Michel Brunet présente le crâne du fossile au Président Idriss Déby, baptiser: "Toumaï"

Afrique de l'Est et plus récemment celle de ABEL, le 23 janvier 1995. Toutes ces découvertes font du Tchad, aujourd'hui, le cœur du plus vieux continent au monde qui est l'Afrique.

Situé en Afrique centrale, Le Tchad est limité au Nord par la Libye, au Sud par la République centrafricaine, à l'Est par le Soudan et à l'Ouest par le Niger, le Nigeria et le Cameroun.

Peuplé d'environ 9 000 000 d'habitants, le Tchad est un vaste pays d'une superficie de 1 284 000 Km², et s'étend sur 1 700 km du Nord au Sud et 1 000 km de l'Est à l'Ouest. Ex colonie française, le Tchad est devenu indépendant le 11 août 1960. L'Arabe et le Français sont les langues officielles.

STABILITÉ RETROUVÉE

Le Tchad a retrouvé la stabilité et la paix après des décennies des guerres et d'insécurité et est résolument décidé à relancer son économie et son développement. L'optimisme est de rigueur et il est justifié d'une part par la volonté du gouvernement et d'autre part par la présence d'énormes ressources naturelles non encore exploitées.

Le pays possédait déjà plusieurs atouts dont : ses riches mines de sel et de cuivre, et sa situation au carrefour des routes du commerce transsaharien. La découverte des gisements de pétrole mis en exploitation dans le sud du pays est porteuse d'espoir et son impact sur le développement est immense. Sur le plan politique, le Tchad vient de signer des accords de paix avec l'opposition politique et la rébellion. Sur le plan économique, le Tchad avait déjà conclu des accords avec un consortium de sociétés pétrolières qui ont mobilisé des investissements de l'ordre de 3,7 milliards de dollars pour développer les gisements de pétrole de la région de Doba, construire l'oléoduc Tchad-Cameroun et le terminal pétrolier de Kribi, sur la Côte Atlantique. Le complexe pétrolier de Doba et les infrastructures associées ont été réalisés en un temps record. Le Tchad fait désormais partie du groupe des pays exportateurs du pétrole.

La mise en exploitation des gisements de pétrole dans le sud du pays et les revenus générés par son exportation devraient contribuer à mettre en place les politiques sectorielles définies par le gouvernement pour relancer son économie.

Depuis le début du programme des réformes économiques, la situation économique du pays s'est nettement améliorée. La croissance économique réelle est de 11 % en 2004. Le Gouvernement tchadien s'est engagé à éliminer les obstacles : Il a libéralisé son économie et institué un code d'investissement très favorable et le Tchad a pu renouer avec les institutions de Bretton Woods en négociant avec celles-ci des accords de financement approuvés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).



L'ÉCONOMIE TCHADIENNE

Un potentiel considérable dopé par l'or noir

À l'indépendance en 1960, le Tchad était un pays à qui le colonisateur n'avait légué qu'une culture de rente, celle du coton. Aucune carte géologique n'a même été remise à la jeune République et il a fallu l'une des missions Apollo des cosmonautes américains pour détecter à partir de l'espace une nappe de pétrole quelque part en Afrique centrale qui, après vérification, s'est révélée être au Tchad. Cherchant à se hisser au niveau des pays à revenus intermédiaires, le Tchad profite depuis les années 1990 d'indicateurs macro-économiques en hausse constante, même si des problèmes se posent toujours au niveau de la distribution des revenus. En tout état de cause, l'économie tchadienne est sur une bonne pente, le coton, l'élevage et le pétrole demeurent les principaux piliers de l'économie.

Les défis actuels du Tchad, qui a bien l'intention d'entrer dans le club des pays dits émergents, sont nombreux : d'abord se faire connaître au monde extérieur, afin d'attirer encore plus d'investissements étrangers. Puis, brancher le pays aux autres continents par la fibre optique et des infrastructures de communications fiables et efficaces. En matière de relève, la formation des cadres est aussi inscrite en bonne place dans le schéma directeur de la Répu-

Ne manquer pas l'édition spéciale sur le Tchad en anglais et en français



blique. La santé, l'éducation et l'aménagement d'infrastructures modernes sont au coeur de l'effort de modernisation de l'économie entrepris par les autorités tchadiennes. Sur la base du recensement général de la population en 1993, lequel estimait la population à 7 millions d'habitants composée à 52 % de femmes, l'approche genre a été mise en place pour mieux favoriser la gent féminine. Le projet de réduction de la pauvreté du Tchad, parrainé par le ministère du Plan et dont un volet s'attaque à la réduction

de la pauvreté parmi les femmes, a justement contracté auprès de la Banque mondiale un emprunt de 5 milliards de francs CFA pour financer des micro-réalisations.

En ce qui a trait aux perspectives dans la zone d'exploitation des champs pétroliers de Bolobo, Miandoum et Komé dans le sud du pays, en dehors de la grille de répartition établie par la loi No001 portant gestion des revenus pétroliers, le gouvernement tchadien a, grâce à des bailleurs de fonds tels la Banque mondiale, mis en

place le Fonds d'Actions concertées pour des initiatives locales (FACIL).

Le FACIL est aujourd'hui en train de finaliser son cahier de charges en construisant écoles, dispensaires et puits dans la zone d'exploitation du pétrole.

Mais le plus grand défi à court terme de la modernisation du Tchad reste la mise sur satellite du système de diffusion de la radio et de la télévision tchadienne. Le principe étant déjà acquis, le Tchad sera bientôt vu et entendu de par le vaste monde. ■

TCHAD

Une terre d'accueil pour l'investissement étranger

La République du Tchad, deux fois grande comme la France, accueille aujourd'hui à bras ouverts les investisseurs étrangers. Longtemps réputé comme pays à risque par les observateurs internationaux et les principaux bailleurs de fonds, le Tchad a depuis tourné la page des années sombres de son histoire.

Le retour à la paix et à la stabilité politique depuis 1990 a ouvert la voie à d'importantes réformes économiques et macroéconomiques, avec la mise en place d'un cadre de développement visant une meilleure intégration des efforts du gouvernement, du secteur privé, des investisseurs étrangers et des bailleurs de fonds. Les efforts internes conjugués à ceux de la communauté internationale favorisent indéniablement le commerce avec, comme corollaire, un



intérêt soutenu des investisseurs internationaux envers le Tchad. Ce nouveau climat d'affaires, arrimé aux nouvelles règles de l'économie mondiale, crée sur le marché national un cadre incitatif pour les investissements étrangers directs, tous secteurs confondus. Aussi, la République du Tchad, grâce à sa Charte nationale des investissements, s'est engagée à créer des conditions favorables

aux investissements étrangers directs, au profit desquels elle a mis en oeuvre des politiques visant à éliminer toute forme de mesure discriminatoire faisant obstacle au transfert des capitaux et des bénéfices. Outre le secteur pétrolier et les multiples opportunités d'affaires qu'offre en matière d'investissement l'exploitation des champs pétrolifères de Doba dans le sud du pays – l'un des plus gros investissements de la présente décennie en Afrique subsaharienne – le Tchad dispose d'un énorme potentiel de croissance dans des secteurs traditionnels comme l'agriculture, l'élevage (le pays compte plus de 16 millions de têtes de bétail) et la pêche.

Tous des domaines porteurs de possibilités d'investissement – et de profits – dans les unités de transformation déjà existantes ou à créer. Terre d'accueil pour les investisseurs étrangers, le Tchad l'est aussi par l'accès au sol, subordonné à des conditions très souples. ■

LE CODE DES INVESTISSEMENTS

Un instrument capital: L'une des raisons faisant de la République du Tchad une terre d'accueil pour les investissements internationaux est sans conteste le cadre incitatif qu'établit la Charte nationale des investissements. Il s'agit en fait de l'axe majeur de la dynamique mise en place pour favoriser les investissements et rendre enfin performant le tissu économique tchadien.

Dans le but d'améliorer l'environnement global des affaires, la Charte met à la disposition des acteurs économiques – investisseurs privés nationaux et internationaux – un cadre légal afin de lever les contraintes qui pèsent sur les entreprises. C'est un cadre d'amélioration de la compétitivité, qui contribue à l'approfondissement de l'intégration économique, et qui répond parfaitement aux exigences de la mondialisation de l'économie. La Charte des investissements de la République du Tchad a pour but d'assurer la bonne gouvernance publique et privée, en vue d'une meilleure transparence des affaires, de promouvoir les relations durables et équitables avec les entreprises transnationales,

de doter les PME/PMI d'un environnement juridique et institutionnel favorable à leur création, leur développement

et leur pérennisation. La Charte crée un cadre juridique qui protège les investisseurs, ainsi que leurs biens, et fixe les conditions générales propices au bon déroulement de la vie économique. La Charte des investissements de la République du Tchad comprend deux volets. Le premier porte sur les dispositions générales alors que le second met l'accent sur les dispositions légales d'accompagnement. Avec ce cadre légal moderne, le Tchad crée un environnement propice aux investissements privés nationaux et internationaux, la positionnant ainsi comme un nouveau carrefour en cette matière. ■





TCHAD

Un marché d'avenir prometteur

- **Éducation, formation et emploi**
L'apport de partenaires extérieurs s'avère indispensable.
- **Le tissu industriel**
Ce secteur est peu développé. Il pourrait profiter aussi d'éventuels partenaires et investisseurs privés étrangers.
- **L'énergie**
Le progrès économique reste tributaire des ressources énergétiques. Il faut des partenaires pour développer l'énergie solaire, éolienne et gazière.
- **Les télécommunications**
Les infrastructures sont loin de satisfaire aux besoins immenses du pays. Ce domaine et celui de la téléphonie mobile présentent des opportunités alléchantes.

- **Le système bancaire et la micro finance**
Un secteur qui attend spécialistes et partenaires de tous les horizons.
- **Le tissu des PME**
Ce tissu reste très léger et ouvert aux partenaires.
- **Le tourisme**
Le pays a besoin d'infrastructures d'accueil modernes et performantes.
- **L'informatique**
Un marché important
- **Le Pétrole**
D'importants gisements à mettre en valeur



PÉTROLE TCHADIEN : DES CHIFFRES ÉLOQUENTS

D'octobre 2003 à la fin de décembre 2005, le consortium pétrolier américano-malaysien a exporté pour plus de 4 milliards de dollars de pétrole tchadien, soit plus que son investissement total. Voici comme les revenus des pétrolières se répartissent:

- 2003 : 8,6 millions de barils, au prix moyen de 27,50 dollars, soit 236 millions de dollars;
- 2004 : 61,3 millions de barils, au prix moyen de 28,80 dollars, soit 1,77 milliard de dollars;
- 2005 : 63,5 millions de barils, au prix moyen de 35,40 dollars, soit 2,25 milliards de dollars.

Total: 4,26 milliards de dollars en un peu plus de deux ans. Davantage que le coût total du projet...

Pour une prospection et exploitation commune du pétrole du Nord du Tchad

La visite officielle du premier ministre, Chef du gouvernement Dr Nouradine Delwa Kassiré Coumakoye effectuée du 13 au 16 septembre dernier en Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste commence à porter fruits.

Suite à cette mission le premier ministre, a accordé une audience à une délégation libyenne composée du Dr Wanis Ousmane et de Abdelsalam Younouss tous deux membres du Conseil d'Administration de la société libyenne d'hydrocarbure Tam-Oil. Au cours de cette audience, il a été question de prospection du pétrole dans la région frontalière tchado-libyenne, conformément aux négociations entreprises entre le Tchad et la Libye lors de la visite officielle du Chef du Gouvernement Dr Nouradine Delwa Kassiré Coumakoye à Tripoli en Libye. Le premier ministre et la délégation libyenne



Dr Nouradine Delwa Kassiré Coumakoye, premier ministre du Tchad

n'ont pas perdu de vue la coopération dans le domaine de l'énergie et du gaz. Le premier ministre estime que cette visite

permettra aux techniciens tchadiens et libyens d'arrêter un calendrier de travail dans le domaine de prospection pétrolière au Tchad. Le chef de la délégation libyenne, Wanis Ousmane a salué l'excellence des relations d'amitié, de fraternité et de coopération qui existe entre le Tchad et la Libye. Il a émis le vœux de voir ces relations se renforcer dans divers domaines de coopération.

Par ailleurs au pays, le premier ministre, Chef du Gouvernement Dr Nouradine Delwa Kassiré Coumakoye avait accordé une audience le 14 octobre dernier aux opposants tchadiens qui ont regagné le bercail après une signature d'un accord de paix au Bénin. Ce groupe d'opposants tchadiens rentré au pays, était composé de 5 chefs de partis politiques. Il s'agit de Younouss Ibedou Awad, président de (ADR), de Djerembeté Le-soromian, président du Tchad (RDT), de Abakar Oumar Mahamat, président de (UPTRN), de Acheïk Abdallah Mahamat, président de ANR) et de Portoingar Néaloum, président du (GPI). ■



TCHAD-CHINE

Une diplomatie pragmatique

Le Président de la République Idriss Déby Itno et la Première Dame Hinda Déby Itno ont effectué une visite officielle en République



Président chinois, Hu Jintao et le Président Idriss Déby Itno

populaire de Chine. Sitôt arrivé à Beijing, le couple présidentiel a été reçu par le Président chinois. Hu Jintao a déclaré que la visite officielle du Chef de l'État tchadien en ce mois sacré du ramadan permet d'approfondir leurs connaissances et de renforcer davantage la coopération bilatérale par un échange approfondi de vue. Tout en se félicitant de la reprise des relations diplomatiques entre la Chine et le Tchad, le Président de la République Idriss Déby Itno a souhaité que des actions soient menées en vue de leur renforcement, par l'intensification des échanges et l'élargissement de la coopération.

Les deux Chefs d'État ont appelé les opérateurs économiques de leurs pays à nouer des relations de partenariat. La crise du Darfour a été évoquée par les Présidents chinois et tchadien. Le Chef de l'État Idriss Déby Itno a salué les efforts fournis par la Chine dans le processus de règlement de cette crise.

Au cours de cette visite du Chef de l'État en Chine, les deux parties ont signé plusieurs accords de coopération économique et technique. Il s'agit de :

- la construction de trois écoles primaires ;
- la construction de 9,7 kilomètres de route à N'Djaména ;
- un échange de lettres pour la fourniture d'équipements en eau et en électricité à la STEE ;
- la création d'un centre médical et l'octroi d'un lot de médicaments anti-palu ;
- l'étude de faisabilité du siège de l'Assemblée nationale ;
- l'octroi d'un lot de matériels humanitaires ;
- un prêt financier pour la construction d'une cimenterie ;
- un accord portant sur la création d'une commission mixte Tchad-Chine ;
- un accord de prêt préférentiel pour le financement des projets dénommés CDMA (téléphonie mobile). ■

USA-TCHAD

La déclaration de l'ambassadeur désigné des États-Unis au Tchad

Le nouvel ambassadeur désigné des États-Unis au Tchad, M. Louis Nigro, s'est engagé à poursuivre l'aide à ce pays alors qu'il fait face à une crise humanitaire aux proportions considérables.

Le 19 septembre, il a déclaré aux membres de la commission sénatoriale des affaires étrangères : « Dans l'est du pays, les réfugiés du Darfour et les Tchadiens déplacés fuient la violence dont leurs localités sont la proie, tandis que des réfugiés venant de la République centrafricaine cherchent la sécurité dans le sud du pays. » Si le Sénat entérine sa nomination au poste d'ambassadeur, M. Nigro compte contribuer à la réalisation de trois grands objectifs : protéger et aider des centaines de milliers de réfugiés soudanais et centrafricains et de Tchadiens déplacés et encoura-

ger le Tchad à contribuer à une solution durable au conflit du Darfour ; renforcer les capacités du Tchad à faire face aux menaces des terroristes ; enfin, apporter un soutien à l'évolution politique de ce pays vers un régime démocratique.

M. Nigro a rappelé aux membres de la commission sénatoriale que le Tchad était situé au cœur de l'Afrique et qu'il avait des frontières communes avec six autres pays, notamment le Soudan, la Libye et la République centrafricaine. « Le Tchad, a-t-il dit, a une influence sur ce qui se passe dans tous les pays limitrophes et est influencé par ce qui se passe dans ces pays.

Par ailleurs, il a indiqué que les intérêts des États-Unis dans ce pays avaient augmenté considérablement ces dernières années. « C'est au Tchad, a-t-il dit, que le secteur privé des États-Unis a ses investissements les plus importants en Afrique subsaharienne ; il s'agit de l'oléoduc entre le Cameroun et le Tchad de la société Exxon-Mobil. » ■

Ambassadeur désigné des États-Unis au Tchad, M. Louis Nigro,





AMBASSADE DU TCHAD EN WASHINGTON

Le Tchad apporte son soutien à l'ONU sur le Darfour

Le 2 août dernier, SE Dr. Mahamoud Adam Béchir, ambassadeur tchadien en poste à Washington, s'est adressé aux médias locaux et internationaux pour expliquer les raisons de l'acceptation du Tchad de déployer sur son territoire des forces de maintien de la paix de l'UE pour protéger des réfugiés du Darfour et les citoyens tchadiens déplacés. L'ambassadeur a expliqué à l'assistance les origines et les causes de la crise et les étapes des négociations qui se sont fait entre les différents groupes rebelles du gouvernement du Soudan.

L'ambassadeur a déclaré également que le Président Idriss Deby Itno avait pris une position neutre dès le début et a fait tout son possible pour résoudre le problème, le Président était la première personnalité à alerter la communauté internationale sur la situation dangereuse du Darfour.

En dépit de ses efforts sincères, les deux parties l'ont accusé de soutenir l'autre côté. Depuis le début de la crise du Darfour il y a plus de quatre (4) ans, plus de 265 000 réfugiés ont franchi la frontière orientale tchadienne. Ces réfugiés, qui ont survécu au génocide et aux crimes horribles, se sont sauvés au Tchad avec pour seul bagage, leur vie... Les citoyens tchadiens de la région voisine du Darfour ont souhaité la bienvenue aux réfugiés et ont tout partagé. Il soulignait que le Président du Tchad a été le premier à solliciter la Communauté internationale de prendre ses responsabilités pour arrêter une tragédie humaine. Malgré ses appels, le gouvernement tchadien, avec ses ressources limitées, a dû gérer seul cette situation tragique soudaine, quand personne de la communauté internationale n'était au courant de la crise. Pour rendre la situation plus critique, les milices de Janjawid, soutenues par le régime de Khartoum, ont fréquemment franchi les plus de 700 kilomètres de frontière du Tchad prenant aléatoirement pour victimes les survivants du Darfour et les citoyens tchadiens... Le Soudan n'était pas heureux que le président DEBY ITNO ait averti directement quelques chefs africains, le Secrétaire général de l'ONU et d'autres leaders mondiaux au sujet d'un potentiel deuxième

Rwanda,... Plus tard, le Soudan a à contrecœur accepté la participation de l'Union africaine le 2 août 2007. À Washington DC, notre ambassade a reçu et reçoit toujours des milliers de lettres, de

pouvoir pour contribuer aux efforts en vue de régler le conflit au Soudan", a déclaré le président Déby. Il a précisé que le Tchad avait proposé d'accueillir une réunion préparatoire avec les chefs rebelles



courriels et de fax ; et était même l'emplacement d'un rassemblement de protestation des membres des ONG.

LE TCHAD APPORTE SON SOUTIEN À L'ONU SUR LE DARFOUR.

Le Tchad va contribuer aux efforts de l'ONU pour mettre fin au conflit dans la région soudanaise du Darfour en acceptant le déploiement de soldats de maintien de la paix sur son territoire et en soutenant les discussions de paix, a déclaré le président Idriss Déby. Le Président Déby a pris cet engagement devant le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, au Tchad dans le cadre d'une tournée dans la région destinée à préparer le déploiement de soldats de la paix au Darfour. A l'issue d'une réunion entre les dirigeants soudanais et le secrétaire général de l'Onu, le gouvernement de Khartoum a annoncé qu'il engagerait de nouveaux pourparlers avec les rebelles du Darfour en Libye. "Nous avons accepté de faire tout ce qui est en notre

du Darfour afin d'aplanir les difficultés avant les discussions d'octobre à Tripoli. Par ailleurs, l'ONU a approuvé le déploiement d'une force mixte ONU-Union européenne au Tchad et en Centrafrique pour protéger les civils touchés par le conflit au Darfour l'établissement dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine d'une présence multidimensionnelle destinée à aider à créer les conditions favorables à un retour volontaire et durable des réfugiés et personnes déplacées.

Cette mission inclura une police tchadienne pour la protection humanitaire (PTPH) ainsi que, pour une période d'un an, une mission de l'ONU appelée MINURCAT (Mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad) et une opération de l'Union européenne placée sous le Chapitre VII de la Charte des Nations unies qui autorise le recours à la force. ■

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

Au cœur de la réforme de l'enseignement technique et professionnel africain

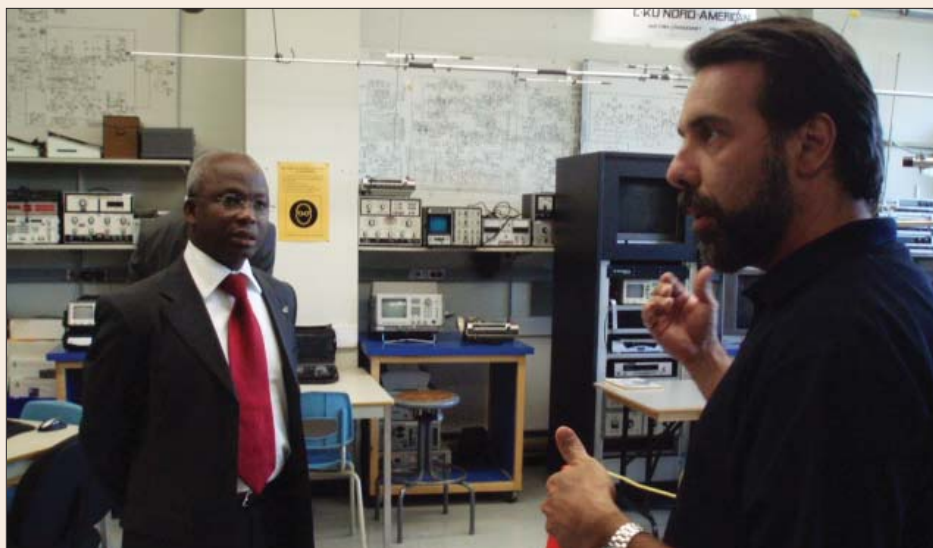
Le Cégep de Trois-Rivières est reconnu internationalement pour la qualité de sa formation technique et professionnelle. Cette renommée a incité les gouvernements africains à collaborer avec le Cégep pour trouver réponse à leur besoin criant au niveau de l'instruction spécialisée. Ces derniers souhaitent posséder l'expertise du collège pour bien mener le projet de réforme de l'enseignement technique et professionnel africain.

C'est dans ce contexte que le Cégep a reçu, le 18 septembre dernier, une délégation ivoirienne composée du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, M. Moussa Dosso, et d'une dizaine de représentants du monde de l'éducation et de l'entreprise privée de la république de Côte d'Ivoire. L'objectif de cette visite était de conclure une entente de partenariat avec le Cégep dans le cadre de la réforme de l'enseignement technique. Le ministre stipule : « Nous espérons pouvoir bénéficier de la grande expertise du Cégep de Trois-Rivières pour nous assister dans l'élaboration et la mise en place de programmes techniques, dans la formation des formateurs et dans le choix des équipements. »

Cet échange a permis de conclure deux ententes de partenariat d'une durée de



Le Cégep de Trois-Rivières a conclu deux ententes de partenariat avec des représentants de la République de Côte d'Ivoire. Sur la première rangée : M. Christian Muckle, directeur général du Cégep de Trois-Rivières, M. Moussa Dosso, ministre ivoirien de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, M. Réjean René, directeur des études du Cégep de Trois-Rivières, M. Koné Mamadou, PDG du Groupe scolaire Avicenne et Philippe Mpeck, du Service de Coopération et Développement international du Cégep de Trois-Rivières. Ils sont accompagnés de représentants ivoiriens du monde de l'éducation et de l'entreprise privée



Hugues Paquin, coordonnateur de Génie électrique, présente au ministre Dosso les appareils utilisés pour la formation. En plus de ce département, la délégation ivoirienne a visité les installations en Génie métallurgique et en Mécanique du bâtiment

trois ans : l'une avec le ministère ivoirien de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle et l'autre avec une maison d'enseignement privé de la Côte d'Ivoire, le groupe scolaire Avicenne. En travaillant ensemble, les partenaires maximiseront les chances de réussite de la réalisation des projets de formation et d'échange d'enseignants et d'élèves. « La signature de ces deux conventions ouvre la porte à de fructueux échanges entre nos deux pays au cours des prochaines années, » explique le directeur des études du Cégep, M. Réjean René. Le Cégep de Trois-Rivières apportera son savoir-faire dans les programmes suivants : Technologie de génie électrique (option télécommunication), option électronique industrielle), Technologie du génie métallurgique (option fabrication mécano soudée) et technologie de la mécanique du

bâtiment (option froid climatisation). Pour solidifier et concrétiser les bases de l'entente, une délégation trifluvienne se rendra en République de Côte d'Ivoire au cours de l'automne.

L'alliance entre les deux pays a suscité l'intérêt de divers gouvernements africains qui ont des besoins similaires à la Côte d'Ivoire et souhaiteraient bénéficier de l'expertise technique et professionnel du Cégep. Le 28 septembre 2007, le minis-

tre des PME et de l'économie sociale et artisanale du Cameroun, Laurent Etoundi Ngoa a rencontré les dirigeants du Cégep de Trois-Rivières dans le but de présenter la problématique de mise à niveau des PME nationales pour leur permettre de participer à la réalisation des grands chantiers nationaux dans le domaine des télécommunications, des infrastructures routières et industrielles ainsi que le secteur du tourisme. Le ministre a visité les

centres de simulation en entreprise ALINOV, le centre d'apprentissage de commerce électronique et le département technique du Cégep de Trois-Rivières.

De plus, un mandat du ministre de l'éducation nationale du Gabon a été obtenu par le Cégep pour la réorganisation de l'école normale supérieure de l'enseignement technique. Cette mission vise la formation des étudiants, du personnel enseignant ainsi que l'actualisation des références didactiques. Le Cégep a également reçu le Dr Faustin Khang'mate, directeur général de l'Institut supérieur de Technique médicale de Lubumbashi de la République démocratique du Congo (RDC). Ces futurs collaborateurs ont invité le responsable du Cégep en RDC pour signer le protocole d'entente sur la réforme de l'enseignement technique et professionnel de leur pays.

Par ailleurs, le Cégep recevra au mois de novembre le ministre tchadien des Finances et de l'Informatique ainsi que le ministre de l'Économie et du Plan pour discuter du renforcement des capacités des techniciens et professionnels tchadiens. Les échanges entre le Canada et l'Afrique dans la sphère de l'éducation ne font que s'accroître. Le Cégep de Trois-Rivières multiplie ses ententes, il accueillera sous peu le ministre de l'Enseignement technique et professionnel du Burkina Faso. Le partenariat nord-sud est extrêmement stimulant car chacun a la possibilité de réviser ses pratiques et de s'enrichir de l'expertise de l'autre. ■



De gauche à droite : Gilles Champoux, directeur ALINOV, Joséphine Mendoh, Christine Claire Ngoa Nkou, Directeur des PME, Philippe Mpeck, Coordonnateur du Service de coopération et de développement international au Cégep de Trois-Rivières, Laurent Étoundi Ngoa, ministre des PME, de l'Économie sociale et de l'artisanat du Cameroun.

Partenariat entre les intervenants du milieu éducatif et ceux du milieu productif informel

Dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, les gouvernements cherchent tous à accroître l'accessibilité et l'efficacité de leur système éducatif. C'est pourquoi l'amélioration des investissements consentis en éducation de même qu'une meilleure adéquation avec le milieu de l'emploi sont requises pour donner à tous les garçons et à toutes les filles des chances égales de gagner leur vie et de participer activement au développement et à l'économie de leur pays.

Le rôle que joue la formation professionnelle dans le développement socioéconomique des pays est décisif. Dans le cas particulier de l'Afrique, plusieurs voies sont empruntées pour la préparation professionnelle des jeunes apprentis. Dans le système public, la formation professionnelle s'adresse à la minorité de jeunes ayant une éducation secondaire et est orientée vers l'accès aux rares emplois du secteur moderne. Cependant, la majorité des emplois sont situés dans le secteur informel de l'économie. Quant au système traditionnel d'apprentissage dispensé sur le lieu même

du travail, il s'avère inadéquat. Ce système d'apprentissage comporte plusieurs faiblesses dont son important conservatisme quant à la transmission du savoir; et son incapacité de former des jeunes en vue de la nécessaire augmentation de la productivité et de la qualité. L'hypothèse qui sous-tend pales experts africains est que les meilleures performances économiques sont obtenues par les artisans du secteur informel quand ils savent combiner formation scolaire technique et apprentissage traditionnel.

À partir des expériences entreprises dans quelques pays africains, on note une nouvelle approche de formation duale entre le secteur informel et la formation professionnelle. Ce modèle de formation professionnelle duale, adapté à l'Afrique s'appuie sur le développement d'un partenariat dans la formation professionnelle, entre les intervenants du milieu éducatif et ceux du milieu productif informel. Ce partenariat a un impact sur la productivité du pays et sur les conditions de vie de la population. ■

« Une ONU plus forte pour un monde meilleur ».



Ban Ki-moon*

Notre monde change et a besoin d'une ONU plus forte. Nous comprenons tous combien il importe que le Secrétariat soit fort, solide et capable d'agir. J'ambitionne une administration soucieuse de résultats. Une administration efficace, qui sache où elle va, passe à l'action et rend compte de ses actes. Une administration, enfin, qui soit un modèle de compétence

et d'intégrité et tire fierté de servir les intérêts de l'humanité. Pour que cela soit possible, nous devons nous moderniser. Un changement climatique interne, voilà ce qu'il faut à l'ONU. Nous devons porter un œil neuf sur nos méthodes de travail. Nos leitmotivs doivent être : simplifier, rationaliser, déléguer. Pour répondre aux espoirs que le monde place en nous, nous devons être plus rapides, plus souples et plus mobiles. Nous devons nous concentrer moins sur la rhétorique et plus sur les résultats, les réalisations concrètes. J'accorde une grande importance à la mise en œuvre des réformes de la gestion que vous avez approuvées en vue de favoriser la transparence, la responsabilisation et l'efficacité. Et je me félicite des progrès que nous avons accomplis ces neuf derniers mois : nous avons rationalisé nos procédures budgétaires, élaboré notre plan-cadre d'équipement et remis de l'ordre dans nos finances. Je suis particulièrement reconnaissant aux 102 gouvernements qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts annuelles.

Ensemble, nous avons réorganisé nos opérations de maintien de la paix; réorganisation qui touche plus de 100 000 hommes et femmes répartis entre 18 missions multinationales. Je compte poursuivre ces efforts en renforçant le département des Affaires politiques. Nous devons agir avant que les crises n'éclatent. Bien organisées et soigneusement exécutées, les actions de diplomatie préventive sauvent des vies et évitent bien des tragédies, une des principales responsabilités que la Charte confie à l'ONU. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour mettre fin à la tragédie du Darfour. Le Gouvernement soudanais doit, comme il s'y est engagé, participer à des négociations de paix globale et observer un cessez-le-feu. Nous devons aussi appliquer l'accord de paix qui a mis fin à la longue guerre civile entre le nord et le sud et nous préparer à la tenue d'élections en 2009. La crise du Darfour a de nombreuses causes. Pour la régler durablement, il faut apporter des remèdes tout aussi nombreux sur les plans de la sécurité, de la politique, des ressources, de l'eau, de la situation humanitaire et du développement. Là comme partout, nous devons aller aux racines des conflits, aussi multiples et enchevêtrés soient-elles. La paix au Moyen-Orient est indispensable à la stabilité de la région et du monde. Ce qu'il faut, nous le savons : que la violence cesse, qu'il soit mis fin à l'occupation, qu'un État palestinien en paix avec lui-même et avec Israël soit créé et qu'une paix globale s'instaure, à l'échelle régionale, entre

Israël et le monde arabe. Grâce à une nouvelle impulsion donnée par le monde arabe et les États-Unis et aux efforts du représentant du Quatuor, Tony Blair, les éléments d'un nouvel effort de paix se mettent en place. En outre, nous espérons sincèrement que le peuple libanais, grâce au processus de réconciliation nationale, pourra retrouver une stabilité politique et sociale en élisant son nouveau Président, dans le respect de sa constitution. L'Iraq est désormais un problème mondial. Avec la résolution 1770 (2007) récemment adoptée par le Conseil de Sécurité, l'ONU peut jouer un rôle important en encourageant les négociations politiques et la réconciliation nationale et en apportant une aide humanitaire aux Iraquiens. Mais la sécurité du personnel des Nations Unies est primordiale.

En Afghanistan, nous devons coopérer plus efficacement avec nos partenaires pour lutter contre le trafic de drogues et le financement du terrorisme. Nous suivons de près les événements qui se produisent au Myanmar. Une fois de plus, nous exhortons les autorités du Myanmar de faire preuve de la plus grande retenue, d'engager sans plus attendre un dialogue avec toutes les parties concernées par le processus de réconciliation nationale sur des questions importantes pour le peuple du Myanmar. À cet égard, mon Conseiller spécial devrait se rendre prochainement au Myanmar. Depuis le premier jour de mon mandat, je souligne l'importance du désarmement, obligation que l'Assemblée générale a récemment réaffirmée quand elle a approuvé ma proposition de créer un Bureau des affaires de désarmement. Nous devons redoubler d'efforts pour que les armes de destruction massive et les technologies connexes cessent de proliférer, et surtout pour qu'elles ne tombent pas entre les mains de terroristes.

Les progrès récemment accomplis autour de la question de la République populaire démocratique de Corée sont encourageants. J'espère très sincèrement que la prochaine réunion au sommet intercoréenne permettra d'accomplir un pas historique en direction de la paix, de la sécurité et, à terme, de la réunification pacifique de la péninsule coréenne. Je suis convaincu que nous parviendrons à une solution négociée avec la République islamique d'Iran. Notre but ultime demeure l'élimination totale des armes de destruction massive. Si nous échouons, c'est nous que ces armes risquent un jour de détruire. Nous qui travaillons pour l'ONU, nous devons avoir une vision à long terme, dans la politique comme dans la vie. Si occupés que nous soyons à gérer l'ici et maintenant, nous devons dès aujourd'hui réfléchir à l'avenir. Hier, j'ai parlé des changements climatiques comme d'une question qui « définira notre ère ». Nous en sommes tous tombés d'accord. Le moment est venu de passer à l'action. Les questions de développement et d'équité sociale ne doivent pas être reléguées au second rang derrière la paix et la sécurité.

Cette année est le point médian du délai fixé pour la réalisation de nos objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons remporté un certain nombre de succès. Sur toute la planète, un nombre sans précédent d'hommes et de femmes sont en train de se libérer de la pauvreté. Malgré cela, la marée montante de la mondialisation n'a pas le même effet porteur pour tous. ■

(* Le Secrétaire général de l'ONU



Desjardins Développement international

Grâce au crédit qu'elle a obtenu au Centre financier aux entrepreneurs de Ouagadougou, au Burkina Faso, Jacqueline Boni a pu faire prospérer son commerce. Sur un autre continent, au Mexique, Humberto Nanguelú Torres a pu obtenir chez lui, dans une communauté rurale éloignée, le prêt dont il avait besoin grâce au service « SERFIR mobile » mis en place par l'institution SERFIR au Chiapas. Au Togo, Koffi Amegawovo a pu accéder à un régime d'assurance-vie / prêt conçu par le Centre d'innovation financière, une organisation qui regroupe six réseaux de

35 ans au service du développement international

caisses populaires ouest-africains. Ce produit innovateur lui permet de dormir tranquille, sachant désormais que lorsqu'il mourra, il ne léguera pas sa dette à sa famille. En Haïti, des dizaines de familles peuvent maintenant envoyer leurs enfants à l'école puisqu'elles ont accès au « crédit écolage », une forme de crédit scolaire offerte par les caisses populaires de Saint-Marc et de Verrettes.

Toutes ces réalisations ont ceci de commun: elles prennent appui sur un réseau d'institutions financières à vocation sociale, mais aussi, au plan technique, sur l'expertise de Développement International Desjardins (DID).

En 35 ans, ces institutions ont contribué largement à l'amélioration des conditions de vie des populations qu'elles desservent. Aujourd'hui, les quelque 800 caisses chapeautées par les 23 réseaux partenaires de DID offrent des services financiers à plus de trois millions de personnes dont l'épargne totale s'élève à 859 millions \$ CAN et dont les prêts obtenus atteignent les 778 millions \$ CAN. Parmi ces institutions partenaires, le Réseau des caisses populaires du Burkina Faso (RCPB) occupe une place toute spéciale dans l'histoire de DID puisqu'il s'agit du premier partenaire avec le quel DID a travaillé. « Ce partenariat, soutenu dès le départ par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), n'a cessé de s'enrichir avec les an-

nées, donnant lieu à plusieurs projets d'appui aux femmes et aux secteurs privé, agricole et financier », explique Yvon Bernier, vice-président, Région Afrique chez DID.

D'importants développements ont eu lieu à travers le pays depuis le passage du premier conseiller de DID dans la Bougouriba en 1972, passage qui avait amené la création de trois premières caisses d'épargne et de crédit à Diébougou, Dissin et Koper, de même que d'un réseau de caisses villageoises. Aujourd'hui, le RCPB

compte quelque 100 caisses réparties dans 45 des 55 provinces que compte le Burkina Faso. Ces caisses desservent environ 600 000 personnes, un nombre qui ne cesse de croître, et les pro-

jets que mène actuellement le réseau en collaboration avec DID visent à rendre encore plus accessibles et adéquats les services financiers qu'il offre. C'est ainsi qu'en plus de travailler à informatiser les opérations de plusieurs de ses coopératives, le RCPB a récemment mis en place une unité d'affaires qui vise à répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs. Pour Placide Tapsoba, juriste au CFE de Ouagadougou, cette unité d'affaires spécialisée est un incontournable. « Le CFE est vraiment venu leur apporter un "plus" puisque auparavant, ces entrepreneurs ne savaient même pas où aller pour obtenir un crédit à la mesure de leurs ambitions. [...] Le CFE leur permet donc de savoir que le RCPB a pensé à eux en mettant en place cette structure qui vise à les accompagner dans le développement de leurs activités », précise-t-il.

Et les bénéficiaires du CFE ne s'arrêtent pas là. Ils se font également sentir chez d'autres membres de la communauté, puisque l'appui aux petits entrepreneurs favorise la création d'emplois qui donneront la chance à de nombreuses familles de se sortir enfin du cercle vicieux de la pauvreté.

La synergie à l'oeuvre

La collaboration qui lie DID au Burkina Faso rayonne également dans toute la

sous-région ouest-africaine, puisque ce pays est le siège du Centre d'innovation financière (CIF). Cette organisation partenaire de DID, qui a été mise en place avec l'appui de l'ACDI, mais également du ministère québécois des Relations internationales et l'Agence intergouvernementale de la francophonie, regroupe six réseaux de coopératives du Burkina, du Sénégal, du Mali, du Togo et du Bénin.

Des services financiers en constante évolution

Le sens de l'innovation est une valeur qui anime tout particulièrement les institutions partenaires de DID, soucieuses de bien servir l'ensemble de la communauté. Cette capacité leur permet d'adapter constamment leurs services afin d'accompagner leurs membres au fil de l'évolution de leurs besoins. En réponse à ces besoins, une large gamme de services peut être offerte : prêts de groupe, prêts individuels, produits et services spécialisés tels que le prêt aux entreprises et le crédit à l'habitat. « C'est grâce à cet éventail de produits et services qu'un aussi grand nombre de personnes peuvent accéder à la ressource financière, et ce, d'une manière qui répond adéquatement à leurs besoins », conclut Yvon Bernier.



MONSIEUR Yvon Bernier vice-président, travaille à DID depuis 1987. Fort d'une expérience terrain de plus de cinq ans au Rwanda ainsi qu'à Madagascar et après avoir été chargé de plusieurs programmes de DID sur le continent africain, il a été nommé en 1998 directeur principal - Région Afrique. À ce titre, il anime le développement de la programmation de DID sur le continent africain et assure la représentation de DID auprès d'instances régionales telles que le Centre d'innovation financière (CIF) d'Afrique de l'Ouest. Il siège également pour le compte de DID au sein du conseil d'administration du Conseil canadien pour l'Afrique depuis 2004.

Titulaire d'une maîtrise en Développement régional de l'Université du Québec à Rimouski, Monsieur Bernier avait, avant son entrée à DID, travaillé auprès de différentes organisations du secteur coopératif.

Finances & Investissements

Nous sommes là pour vous !



Le Groupe Diplomat Investissement (GDI) est une organisation privée spécialisée dans les Investissements Directs Étrangers (IDE) et dans le Montage financier(MF). La mission du GDI consiste à offrir à ses clients des services de conseil, d'analyse, d'organisation, d'élaboration et de réalisation des projets de développement. Grâce à son expertise spécialisée dans les questions de financement et d'investissement stratégique, le GDI répond adéquatement et rapidement aux questions et attentes de ses partenaires.



GROUPE

DIPL**OMAT**
i n v e s t i s s e m e n t

www.diplomatinvestissement.com